



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« La religion et l'humour sont incompatibles »

Milan Kundera

ISSN 0026-9433

N° 1682

du 27 septembre au 3 octobre 2012

**B****ondieuserie
izness**

À chaque film, écrit, spectacle, qui brocarde une religion et son dieu, les médias amplifient la colère des bigots de tout poil. Les tartuffes aux ordres ne font jamais ce constat simple que plus la misère est grande, plus la religion a de prise sur les miséreux. La croyance est le soleil illusoire de l'humanité. La religion de quelque culte qu'elle soit sera toujours l'alliée des possédants. Pendant que les pauvres prient, les riches profitent. Et si Dieu existait, il faudrait s'en débarrasser !



M 02137 - 1682 - F: 2,50 €



Sommaire

Actualité

- À la une, Colères saintes**, par François, page 3
La Russie n'aime guère les anarchistes, page 5
Contraception une fois de plus menacée, par P. Schindler, page 5
Pas d'anticyclone syndical, par J.-P. Germain, page 6
Les Ibères se rebiffent, eux, par J. Caramelo, page 7
La chronique néphrétique de la semaine de Rodkol, page 8
Un sinistre clown d'outre-Atlantique, par N. Potkine, page 9
Les grilles européennes, par P. Sommermayer, page 10

Arguments

- Clientèles captives**, par S. Neumayer, page 12

International

- Géopolitique moyen orientale**, par E. Villain, page 14

Histoire

- Un boulot plein d'embûches**, par G. goutte, page 17

Expressions

- Cuisants souvenirs**, par André, page 19
Un bon bouquin, par C. Kottelane, page 20

Mouvement

- On vit**, page 21
Notre radio sans publicité, page 22
Pour sortir, page 23

Illustrations

- Aurelio, Jhano, Krokaga, Manolo Prolo, Valère**



Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} 25 €
6 mois, 25 n^{os} 50 €
1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

SAUTONS un instant sur notre chaise comme des cabris en disant « L'Europe! L'Europe! L'Europe! » L'Europe, donc, et sa fameuse règle d'or budgétaire, qui interdit aux États membres un déficit public « structurel » (hors évolution économique) supérieur à 0,5 % du PIB, et un déficit supérieur à 3 %. Toutes choses qui devraient limiter l'emprise des banques, via les emprunts, sur les politiques publiques.

Le gag, c'est que ce qui devrait réjouir les réformistes, un affermissement de l'État face au grand capital, les consterne. Pourtant, une politique publique saine voudrait qu'on anticipe les dépenses futures et qu'on accompagne, par l'investissement et l'épargne, des besoins que la collectivité aura du mal à assumer, au lieu de tabler sur une improbable (et par ailleurs peu souhaitable) croissance future du PIB pour rembourser de l'argent emprunté et dépensé aujourd'hui. De ce point de vue, l'assainissement des comptes publics est une mesure de simple bon sens. Et il y a deux moyens de le faire: l'un est réformiste et consiste à nationaliser les banques et à lever l'impôt sur les plus riches; l'autre est révolutionnaire, qui abolit la propriété privée des moyens de production, bâtit une économie fondée sur la valeur d'usage et plus sur celle d'échange, et accroche quelques possédants aux arbres, lanternes ou tout autre ornement de façade.

Remarquons enfin la complexité byzantine des règles qui président au calcul des déficits publics et qui, semble-t-il, autorisent des variations assez fantaisistes (plus ou moins 200 % pour le déficit structurel, par exemple, selon le mode de présentation retenu). Voyons-y l'influence des lobbies ultralibéraux et financiers à la Goldman Sachs, plus que celle de Mélenchon. Tout continuera comme avant: déficits, dettes, austérité et, enfin, transfert de la propriété de l'État vers la propriété privée. Triomphe de la banque.

Et la règle d'or ne sera que le prétexte pour nous faire avaler ça. Le libéralisme, idéologie du capitalisme financier, a tellement empoisonné les esprits que les politiques de gauche n'arrivent à penser qu'avec les mots des banquiers: dette et déficit là où on devrait voir l'utilisation par la collectivité (représentée souvent, hélas, par l'État) des ressources communes du futur. Le peuple, les classes ouvrières, ne doivent pas abandonner leur destin entre les mains de ces aveugles. Il est urgent de nous réapproprier non seulement les richesses du futur, mais aussi celles du présent.

Retour de manivelle

François

*Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste*



DEPUIS LA FIN DU SIÈCLE dernier, nous vivons une époque bien improbable, à nos yeux d'Européens épris de rationalité et de liberté, sur fond de: femmes voilées; colons israéliens délinquants; menace réelle de guerre israélienne contre l'Iran malgré l'avis mais avec les armes de l'administration américaine; campagne américaine colorée par la sottise d'un autre âge d'un Mitt Romney; printemps arabes confisqués par les intégristes; théocratie iranienne certes mais aussi théocraties étasuniennes et théocratie israélienne. Tout se précipite, des salafistes bien encadrés, un film idiot, un ambassadeur tué par des foules folles de Dieu, des caricatures méprisantes dans Charlie hebdo, des manifestations un peu partout exigeant le respect du prophète, etc. Bref, les hystéries religieuses sont en progression géométrique pas seulement dans les pays du Moyen-Orient, mais aussi aux États-Unis, en Israël, en Inde et dans le monde entier. On assiste, navrés, partout, au retour en force du religieux chez les politiques, dans les médias et donc dans les cerveaux, confondant laïcité et lâche tolérance vis-à-vis d'élucubrations

insanes, des religions du Livre comme ils disent, mais aussi des Scientologie et autre culte de l'Oignon vénéré.

Le sous-commandant Marcos! faisait une hypothèse qu'on peut en gros résumer de la façon suivante.

Au cours de l'histoire les faiseurs de guerres impérialistes, pour justifier les massacres et soumettre non seulement physiquement mais aussi moralement leurs propres peuples et les autres peuples, se sont servis de trois outils de domination.

Le système religieux d'abord: croisades, guerres de religion, évangélisations musclées en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, etc. Puis, quand ce levier a commencé à s'essouffler, ils utilisèrent les systèmes idéologiques, capitalisme, marxisme, national-socialisme, maoïsme et autres.

Plus récemment, enfin, la « justification médiatique », l'art de l'utiliser à son profit voire de la contrôler, qui maintenant accompagne à tous coups les idéologies dominantes pour s'assurer du concours docile des peuples qu'elles prétendent contrôler.

Des réactions à chaud

Donc, confrontés à l'hystérie religieuse ambiante, les réactions, parmi nos concitoyens et nos sympathisants sont couramment de ce type :

La religion et le fanatisme religieux, c'est de l'intolérance, c'est surtout *has been*, ringard.

Le sort qu'ils réservent aux femmes, aux homosexuels, est ignoble.

C'est criminel de bannir ou de tuer les non-croyants et les adeptes d'une autre religion que la leur.

D'ailleurs toutes les religions sont fondées sur des idéologies abjectes et sur des principes issus d'un autre temps.

Pas question de subir leur terrorisme et leurs menaces.

Ça a gâché les printemps arabes qui doivent déboucher sur des démocraties comme chez nous et pas sur des théocraties.

Ceux qui dénoncent l'ensemble des religions et les individus qui les utilisent sont dans le vrai.

Bravo à *Charlie Hebdo* qui les ridiculise.

Il faut reconnaître à chacun le droit d'être athée militant et de critiquer toutes les religions.

Le droit au blasphème fait partie des droits de l'homme, tout comme la liberté d'expression.

Ces forcenés sont des anti-Américains primaires (encore que ça...), des antisémites farouches.

Les excès de ces fanatiques sont pain bénit pour les racistes du FN ou des imbéciles comme Mitt Romney, etc.

Une autre analyse

On entend aussi parfois des réactions différentes et des remarques d'un autre genre :

Les caricatures de *Charlie Hebdo*, si on y regarde à deux fois sont carrément racistes envers la religion d'islam.

Le film incriminé est d'une grande indigence, l'œuvre d'un autre fanatique — copte celui-là — et en d'autres temps il n'aurait pas valu trois lignes dans les journaux.

N'en déplaise aux bobos déçus de l'issue par trop dévote des printemps arabes, force est de constater que tous les tyrans jetés par ces « printemps » étaient pro-Occidentaux.

Ces personnes, pauvres du monde et anciens colonisés, ont trouvé une identité dans l'affirmation de leur foi religieuse, identité qui leur permet de relever la tête devant l'impérialisme européen et américain.

Les « musulmans » ou plutôt les personnes ressortissants de pays catalogués comme musulmans dans le monde sont grosso modo un milliard, on peut difficilement ignorer leurs comportements, quel que soit le bien-fondé ou l'erreur de leur position...

L'islam, qu'on le veuille ou non, représente pour beaucoup d'habitants du tiers-monde et du monde tout court la religion des pauvres. Ces pauvres dont actuellement les néo libéraux mondialistes n'ont aucun besoin

et qu'ils s'attachent sournoisement à faire disparaître d'une façon ou d'une autre (épidémies, guerres, famines).

Les puissants de l'Ouest n'ont pas de leçon de morale à donner à ces pauvres. Qu'on pense aux croisades, à la colonisation, à la mise en coupe réglée des pays dits sauvages, puis des pays sous-développés. Qu'on pense récemment, dans notre beau pays des libertés, aux appels indécents à peine dissimulés de la part de Sarkozy et Guéant à une véritable guerre de religion contre les pauvres et les étrangers.

Les pays riches ont bien du toupet de considérer comme universelle leur « civilisation », leur façon de penser, de « merchandiser » toutes choses, correspondant à une cruelle domination économique et religieuse ; Et les incantations grotesques d'un prétendu « choc des civilisations » stigmatisant « l'ingratitude » des peuples exploités, n'y changeront rien.

Les « fous de Dieu » se défient de la démocratie représentative à l'européenne justement parce que c'est celle de leurs maîtres et ne s'en servent que de façon opportuniste pour accéder au pouvoir. De la même façon, certains jeunes des cités dont les parents ou les grands-parents avaient des papiers algériens refusent dans leur quartier tout ce qui symbolise un pays qui les a bafoués, trompés, rejetés. Un pays qui osait parler d'intégration alors que ces populations d'Afrique du Nord, qu'il avait



fait venir pour ses besoins d'enrichissement, il les traitait, depuis la colonisation, avec le mépris et le racisme impavide du blanc civilisé face au « raton » analphabète.

Les sociétés occidentales récoltent ce qu'elles ont inlassablement semé.

L'impasse

Je ne peux pas m'empêcher d'évoquer ce chauffeur livreur de Gennevilliers entendu ce matin du 19 septembre aux infos de huit heures sur *France-Inter* qui déclare se sentir humilié par le film et par les caricatures de *Charlie hebdo* et qui a jeté au micro la haine de « ces gens », journalistes, politiques, voisins, « qui passent leur temps à nous chier dessus ».

Aiguillonnés par le racisme et le mépris des Français depuis la guerre d'Algérie, lassés des barrages à franchir pour trouver du travail et se loger quand ils ont un nom à consonance

arabe, ces fils d'émigrés, français eux-mêmes pour la plupart, ont tout naturellement cédé à l'adroite propagande des barbus qui font du social et tendent au calme dans les cités. Les jeunes, pas plus croyants et pratiquants que ça, simplement superstitieux devant la religion de leurs parents sans doute, ont adopté cette identité et s'y réfugient en bloquant toute communication. Tout ce qui symbolise un pays qui ne les admet que du bout des lèvres est diabolisé et haï en un amalgame simpliste : pompiers, facteurs, gaziers, police, etc. De l'autre côté, les franchouillots s'écrasent et ruminent leur haine, votent et pensent FN et se bloquent eux aussi dans une incommunication apeurée... Et je dois me passer de mon bus 235 qui évite de plus en plus souvent la cité du Luth pour caillassages et incivilités.

Alors, quelle issue envisager à cette situation cadennassée ? Faut-il attendre que « ça leur passe », comme disent certains ? Le fanatisme religieux serait un maladie infantile des peuples en décolonisation, un passage obligé dans leur histoire. Il suffirait de s'armer de patience...

En tout cas, s'ils ont sauté la case idéologie, l'art médiatique est bien maîtrisé par les barbus pour promouvoir – y compris par la violence – leur programme théocratique qui, hélas, ne changera rien à la domination des puissants et des riches. Comme dit Marcos, « la religion a toujours eu un rapport ambigu au pouvoir social et politique », le sabre s'appuie toujours sur le goupillon. Pendant les cérémonies religieuses, le business continue à broyer les peuples ; le capital n'a cure des étripages, des génocides, et des conflits. Il engrange quels que soient les guerres et les protagonistes. Il sait depuis belle lurette transformer en affaires juteuses les terreurs, les massacres, les tyrannies. Pour cette raison, le choix du fanatisme religieux est insignifiant même s'il se vautre dans un bain de raisiné. Il est condamné à l'indigence car il se trompe littéralement d'ennemi.

Nous anarchistes, plus que jamais, nous dresserons contre la trique des grands et les opiums des peuples. La lutte plus que jamais est complexe, car l'hydre a plein de têtes.

Si nous ne sommes pas décimés par les tenants autoritaires d'un capitalisme décomplexé, si nous ne sommes pas fusillés par un fascisme vert ou néomarxien, si nous ne sommes pas brûlés vifs pour impiété par une nouvelle Inquisition, alors nous participerons à la révolution sociale et libertaire quelles que soient sa forme et sa date. Enfin, moi, c'que j'en dis, prenez-le comme vous voulez, mais faisons-le². **F.**

1. Évoqué récemment par Guillaume Goutte dans son article « La dialectique de la pipe », hors-série du *Monde libertaire* n° 43.

2. Pour parodier Béranger et son *Blues parlé du syndicat*, une reprise de *Talking Union* de Pete Seeger, chanteur des IWW.

Contraception

Le **Planning** familial tire la sonnette d'alarme

Demain, la contraception accessible seulement aux bourgeoises? Pour les prolottes, abstinence ou coitus interruptus...



LOIN DE LA LANGUE DE BOIS des gouvernements qui se succèdent et très probablement motivé par l'urgence à laquelle il doit faire face au quotidien, le Planning familial demande un «vrai travail» de réflexion sur le remboursement de toutes les méthodes contraceptives, après l'annonce par le nouveau gouvernement du déremboursement des pilules dites de troisième génération. Explications autour d'une problématique complexe.

En fait, la décision du gouvernement, qui ne sera effective qu'en septembre 2013, fait suite à la pression issue des conclusions récentes de la Haute Autorité de santé (HAS) qui a notamment relevé «un risque de complications thrombo-veineuses (les phlébites) deux fois plus élevé que chez les femmes sous pilules de 2^e génération, même si ce risque reste toutefois très faible, de 3 à 4 cas pour 10 000 utilisatrices». Pour rappel, la notion de «génération» pour les contraceptifs oraux est relative à l'évolution des pilules, de nouveaux progestatifs ayant été introduits au fil du temps et les doses d'œstrogènes diminuées. Les pilules de troisième génération représentent 50 % en volume des contraceptifs utilisés. Et le planning de s'interroger à juste titre: «S'il y a un problème sanitaire, c'est tout à fait normal qu'on dérembourse, mais pourquoi on les laisse sur le marché dans ce cas?», selon les propos tenus par la

secrétaire générale du Planning familial, Marie-Pierre Martinet. «Que va-t-il se passer pour les femmes qui prennent ces pilules?», s'inquiète cette dernière, pointant les conséquences que pourraient avoir les «ruptures contraceptives», soit par peur sanitaire, soit parce que les femmes qui voudront continuer à la prendre n'en auront plus les moyens. Toujours selon la secrétaire générale du Planning: «On ne prend pas le problème par le bon bout de la lorquette. Il y a un problème d'accessibilité globale des méthodes contraceptives.» Et l'organisme réclame depuis longtemps le remboursement de tous les moyens de contraception (patches, anneaux, différentes pilules).

À ce jour, seules Varnoline continu ou Désobel, par exemple, sont actuellement remboursées par l'Assurance maladie, et ce seulement depuis 2009. De fait, dans sa dernière étude, l'Ined constate une baisse inédite de l'utilisation de la pilule, même si elle reste la méthode de contraception la plus utilisée en France. Alors, face à cette carence, il ne faut pas s'étonner que l'on constate également un retour en force à la solution de la dernière chance: l'avortement, avec toutes les difficultés liées aujourd'hui à sa pratique et à son remboursement.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash

Non à la persécution de **Pjotr Silajev**

PIOTR SILAJEV, ÉCRIVAIN ET ANTIFASCISTE bien connu en Russie, a été arrêté le 21 août, à Grenade en Espagne, où il avait obtenu le droit d'asile il y a quelque temps. C'est le Bureau du procureur de la Russie qui a fait la demande de cette arrestation auprès d'Interpol et des autorités espagnoles. Les autorités russes accusent ce militant d'être organisateur de l'émeute contre l'administration de Khimki en 2010.

Malgré son statut de réfugié, Pjotr s'est retrouvé en prison. Son avocat considère que le risque d'expulsion d'Espagne de Pjotr est

très important, même si cette expulsion est interdite par des règles internationales sur le droit d'asile. Si Pjotr est expulsé en Russie ou en Finlande (où il a obtenu l'asile en avril 2012), il sera confronté à une très forte répression de la part de l'État.

En ce moment, Pjotr Silajev reste toujours dans la prison Soto del Real, à Madrid.

La Fédération anarchiste condamne fermement les actes de persécution des anarchistes et antifascistes par les autorités russes et européennes. Nous demandons la libération immédiate de Pjotr Silajev!

Notre seule arme face à la violence des États c'est notre solidarité! Nous demandons aux personnes concernées en Espagne et dans les autres pays européens d'exiger la libération de notre camarade et le respect du droit international sur l'asile.

Fédération anarchiste
Secrétariat aux relations internationales

Plus d'information sur l'arrestation de Pjotr: <http://avtonom.org/en/news/russian-writer-and-antifascist-pjotr-silajev-still-arrested-madrid>

Brèves de combat

Occupation, réquisition

Selon la CGT, plus de la moitié des 254 salariés a voté l'occupation de l'abattoir Doux de Graincourt (Pas-de-Calais), placé en liquidation judiciaire faute de repreneur, lors d'une assemblée générale.

Roms : la commune humanité

Une pétition sur Médiapart a déjà recueilli plus de 13 000 signatures. Elle condamne la politique du gouvernement vis-à-vis des Roms, qualifiée de « banalisation de la xénophobie et du racisme par l'État français ». Le nouveau gouvernement ayant choisi, selon les signataires, la continuité avec l'ancien. Aux mêmes motifs. Avec à peu près les mêmes mots, les mêmes images. Avec les mêmes pré-supposés et les mêmes conséquences. À commencer par « l'ethnisation » de familles issues de lieux et d'histoires multiples, qui ne se reconnaissent pas nécessairement de destin commun, sauf celui auquel on les assigne.

La pilule coince

L'utilisation de la pilule comme moyen de contraception a baissé de 4,6 % dans la population féminine française depuis l'année 2000. Chez les 20-24 ans, cette baisse atteint 10,4 %. Si le petit cachet journalier reste la méthode la plus employée, c'est la première fois que l'on constate un déclin de son utilisation depuis l'autorisation de la contraception en 1967.

Météo syndicale

FRANÇOIS CHÉRÈQUE démissionne, la CFDT sans pilote dans l'avion, la nouvelle a surpris les gazettes. Un petit effort pour celles et ceux qui militaient dans les années 1980... Souvenez-vous quand la gauche, c'est-à-dire les partisans du socialisme par la voie parlementaire, avait été élue à la tête de l'État en la personne de François Mitterrand. Le staff dirigeant de la CFDT, qui auparavant était passé de la référence à l'anarcho-syndicalisme à l'« autonomie engagée », sabrait le champagne. Le grand jour était arrivé, la social-démocratie à la française (affublée des habits quasiment neufs du Parti socialiste) avait son organisation de masse ! Entendez par là presque l'inverse ! C'est-à-dire que la confédération (ayant jeté sa soutane aux orties en 1962) offrait objectivement au PS la direction occulte de l'organisation syndicale.

Revenons en arrière... Après mai 1968, la CFDT avait laissé ce que l'on appelle, dans le jargon, la bride sur le cou aux grèves dures. FO avait été dépassée « sur sa gauche », quant à la CGT, elle se préoccupait surtout de contrôler ses troupes pour que ça ne dérape pas trop¹. Donc la centrale du square Montholon se sentait pousser des ailes, mais il fallait atterrir question perspectives électorales. Alors l'appareil confédéral reprit le contrôle de ses troupes, se débarrassa de ses « moutons noirs » et exclut nombre de structures : l'UL 8/9 de Paris, la section Usinor Dunkerque, Lyon Gare, les métaux de Bordeaux².

Le temps a passé, la CFDT a conjugué à l'excès le syndicalisme qui n'a plus besoin de militants et qui se contente de gens qui cotisent en restant sagement dans les clous. Les directions syndicales ont flirté avec le pouvoir,

voire plus à l'instar de Nicole Notat, qui s'est reclassée dans le management juteux. C'est d'ailleurs à elle qu'on pense en apprenant la démission de François Chèreque de ses fonctions de Lider maximo...

Pourtant, quel parcours pour la CFDT ! D'organisation presque soixante-huitarde, elle est devenue un truc d'accompagnement, ne cherchant qu'à négocier coûte que coûte. Son seul souci était que la CGT, ayant plusieurs fers au feu, voulait lui piquer la place. Alors pourquoi quitter maintenant les leviers de commande ? La version officielle est qu'il ne voulait pas risquer de ne plus être « dans la réalité des choses ». Ah, on peut le rassurer, il y avait belle lurette qu'il était de l'autre côté³ !

La nouvelle direction de la CFDT va-t-elle prendre le mors aux dents ? On verra bien, mais ce ne sera sûrement pas pour un syndicalisme de lutte de classe. Pour ça, il faudra attendre d'autres jours, meilleurs.

Jean-Pierre Germain

1. En 2012, ça n'a pas tellement changé ! Bien que, officiellement, la CGT n'a plus aucun lien avec le grand frère de la place du Colonel-Fabien dans l'Est parisien.

2. La liste n'est pas exhaustive, il y eu aussi des « suspensions » comme l'Union départementale de Bordeaux. Sans oublier les cotisations syndicales qui remontaient directement à la direction syndicale. Les finances, meilleur moyen pour contrôler les structures qui ne sont pas aux ordres !

3. On disait même, du côté patronal, qu'il était plus utile à sa place qu'au gouvernement, quoique...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Les Ibères déclarent la guerre à l'austérité

Des dizaines de milliers d'Espagnols et de Portugais ont défilé contre la rigueur qui leur est imposée. Tous les étés, les Ibères deviennent plus rudes.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE, environ 85 000 personnes, venues de toutes les régions du pays, ont défilé dans Madrid pour dénoncer les politiques d'austérité du gouvernement, au cri de « Ils veulent ruiner le pays, il faut les empêcher ! ». Il s'agit de la deuxième grande mobilisation nationale après celle, déjà monstre, du 19 juillet dernier. Idem au Portugal où, à l'appel de la Confédération générale du travail portugaise (CGTP), plus de 100 000 personnes ont battu le pavé des rues de Lisbonne en scandant « Que la troïka aille au diable ! » et « Stop au terrorisme social ! ». Des dizaines de tomates ont également été balancées sur les bureaux du Fonds monétaire international (FMI), l'un des responsables de la situation dramatique dans laquelle se trouvent les deux pays.

Car la situation est bel et bien dramatique. En Espagne, le gouvernement conservateur du Premier ministre, Mariano Rajoy, a annoncé une série de mesures visant à économiser 102 milliards d'euros d'ici à 2014 pour ramener le déficit public à 2,8 % du PIB (il est actuellement à 8,9 %) et, ainsi, éviter un plan de sauvetage global. Or, à nouveau, ces économies drastiques touchent essentiellement les travailleurs et les plus démunis : baisse des salaires des fonctionnaires et suppression de certaines primes (notamment celle de Noël), augmentation des impôts, coupes sévères dans les budgets du service public (et principalement la santé et l'éducation), baisse des allocations chômage et hausse de la TVA. Autrement dit, on attaque les salaires, la consommation et les biens communs (et pas n'importe lesquels). Mais, en revanche, on laisse les banques tranquilles, voire on les renfloue avec les deniers publics, histoire d'éviter la dégringolade d'un système incohérent, absurde et cynique.

Au Portugal, c'est la même merde. Suite au plan de sauvetage de 78 milliards d'euros



piloté par le FMI, l'Union européenne et la Banque centrale européenne, le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, entend, lui aussi, faire peser le poids de la crise sur les épaules des pauvres et des précaires. Récemment, il a annoncé une hausse de 11 à 18 % des cotisations salariales (ce qui, d'après un expert consulté par le Monde, équivaldrait à la perte d'un mois de salaire), une augmentation significative des impôts et de la TVA et a commencé à baisser les salaires des fonctionnaires. Ajoutées à un taux de chômage qui vient de franchir la barre des 15 %, ces mesures profondément antisociales témoignent à nouveau d'une seule chose : ce sont les travailleurs, les chômeurs et les retraités qui paient la restructuration du capitalisme en crise.

Les manifestations espagnole et portugaise du 15 septembre annoncent, du moins espérons-le, des mouvements sociaux d'ampleur dans la péninsule Ibérique. Si tel est le cas, tâchons de faire de même en France où la situation, si elle semble moins tendue au premier abord, est loin d'être idyllique pour autant. Car, à terme, c'est aux mêmes politiques de rigueur que nous devons faire face ; le président « socialiste » fraîchement élu l'a d'ailleurs confirmé quand, le 9 septembre, il déclarait que les Français « devront faire l'effort le plus important depuis trente ans ». Pourtant, malgré ces promesses de sombres lendemains, le mouvement social français semble complètement atone. Au niveau confédéral, la CGT, empêtrée dans ses querelles bureaucratiques,

semble se soucier davantage du choix de son nouveau secrétaire que de la situation sociale. Quant à la CFDT, elle est trop occupée à flirter avec le gouvernement dans l'espoir d'en être le principal interlocuteur pour tout ce qui touche au monde du travail. Elle a même tout récemment osé juger « nécessaire » le traité budgétaire européen, porteur des politiques d'austérité qu'il entend imposer et inscrire dans le marbre.

Une fois de plus, donc, le changement semble ne pouvoir venir que de la base. Mais celle-ci, dont nous faisons partie, ne doit pas pour autant être mythifiée. Elle n'est que ce que nous saurons en faire, et les derniers mouvements sociaux (celui des retraites en tête) ont largement montré que, dans sa majorité, la base syndicale ne chérit pas tant que ça la radicalité. Alors cessons les discours simplistes sur les trahisons syndicales : à nous, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, de nous retrousser les manches et d'agir dans nos lieux de travail, dans nos syndicats et dans nos unions locales et départementales pour construire un véritable front de classe, un mouvement social solide et radical, à défaut d'être immédiatement révolutionnaire. Car, en attendant le Grand Soir, on a un traité à anéantir. Pas dans les urnes d'un éventuel référendum (bien que cela puisse aussi se discuter), mais dans la rue et dans nos boîtes.

Johnny Caramelo
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Ca branle dans le manche à l'Hôtel-Dieu

Les représentants de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), chargés de présenter au personnel leur projet pour l'Hôtel-Dieu se heurtent à la résistance du personnel hospitalier. L'établissement deviendrait ainsi un « hôpital universitaire de santé publique ». Outre le transfert à Cochin de services tels que la chirurgie thoracique, le projet prévoit la fermeture des 250 lits de l'hôpital pour accueillir des écoles et un musée. « Un hôpital sans lits, sans malades et sans soins », résume Gérard Kierzek, médecin urgentiste.

Du rififi à l'Huma

Deux personnes de SUD étudiant/FSE ont été agressées durant la Fête de l'Huma par un membre du bureau national de l'Unef et le coordinateur du SO. L'entrée a été refusée sous prétexte qu'ils étaient soupçonnés de vouloir « foutre la merde » la veille. Mais, la veille ils n'y étaient pas ! Faisant fi de l'argument, les gros bras ont commencé à les repousser, puis à les frapper. Deux coups au visage pour l'un, sans suite, plusieurs hématomes pour le second, avant que ce dernier ne soit poussé dans les poubelles, où ils s'est coupé le pied sur un tesson de bouteille qui lui a ouvert le pied. Ça donne envie d'y aller pour son slogan : « Changer le monde ». À coups de baffes dans la gueule, comme les fachos ?

Jugée sur la place publique à cause de son handicap

Le site MétroFrance nous apprend alors qu'elle devait être jugée à huis clos pour une affaire familiale, Jeanine Mujic a vu son audience se dérouler sur le parvis du palais de Justice de Briey, faute de locaux accessibles aux handicapés ! Pour la discrétion, on repassera !



Chronique néphrétique

L'anarchisme est-il soluble dans l'écologie ? (1^{re} partie)

DANS SA LETTRE publiée dans cette rubrique la semaine dernière, lettre à laquelle je répondrai point par point dans les semaines qui viennent, Javali Negro reproche aux anarchistes à la fois une « hybridation avec les doctrines écologistes fondamentalistes », « leur caractère conservateur et rétrograde » et un « rejet de la connaissance scientifique ». Et me voilà transformé, comme d'autres, en agent pathogène ! D'autant plus que mes premiers combats politiques étaient écologistes et que je n'ai rejoint l'anarchie que tardivement... Cela me fait tout drôle, parce que j'avais toujours pensé que l'écologie était très scientifique. Ci-après, quelques exemples vécus.

Gamin, j'ai brandi des rapports traduits de l'Académie des sciences des États-Unis (1973) qui estimaient entre 5 000 et 7 000 le nombre de morts par cancer par an dans ce pays, sur la base de la dose admissible de 0,17 rem. Le même rapport concluait à une augmentation du taux spontané de mutation de 2,5 à 25 %. En 1969, John Gofman et Arthur Tamplin, directeurs de recherche du Lawrence Radiation Laboratory (Livermore, Californie), avaient annoncé que l'exposition de la population américaine aux 170 milli-rem admissibles causerait chaque année 32 000 morts supplémentaires par cancers et leucémies, plus 150 000 à 1 500 000 morts pour causes génétiques. Ils réclamèrent que les normes de rejets par les installations nucléaires soient rendues 100 fois plus strictes (cité dans *l'Esroquerie nucléaire*, Stock, 1978).

En face, les « scientifiques » pro-nucléaires répondaient que les aiguilles phosphorescentes des montres aussi étaient radioactives, tout comme le granit. « La radioactivité est naturelle », disaient-ils. Les doses admissibles, forcément infinitésimales dans le cadre de l'exploitation des centrales, ne pouvaient être nocives. Nous répondions « chaîne alimentaire », que de petites doses en petites doses, externes mais surtout internes, car particules ingérées par l'organisme et accumulées, le résultat provoquerait cancers et mutations. Le nombre de cancers que nous constatons en hausse autour de nous actuellement n'est pas une preuve puisque l'Académie de médecine en France continue d'affirmer que la pollution de l'eau,

de l'air et de l'alimentation n'est responsable que de 0,5 % d'entre eux. Les enfants malformés de Tchernobyl, d'Irak et ceux à venir du Japon sont-ils des arguments scientifiquement recevables ?

Je me souviens aussi d'un vieux numéro de la Hulotte d'il y a plus de trente ans dédié à la disparition du faucon pèlerin. Il y était savamment expliqué, pour les petits n'enfants, que l'accumulation de DDT et autres insecticides, dès les années 1950 chez les oiseaux carnivores, entraîna une mortalité énorme : coquilles trop fines, molles, morts-nés, etc. Et que, évidemment, tout en haut de la chaîne alimentaire se trouve l'homme. Aussi, bien des années plus tard, ne me suis-je pas étonné lorsque nous avons commencé à entendre parler de la non-fertilité croissante des humains, due à des spermatozoïdes stériles. Scientifique ?

La non-biodégradabilité du plastique jeté partout, l'absence de recyclage, la dénonciation du gaspillage des ressources, l'élimination des stocks de poissons, l'industrialisation du vivant, la folie des déchets nucléaires... Si on veut, il y en a des pages entières ! Qui avait scientifiquement raison, face aux délires officiels, répétés pendant des décennies à et par des foules lobotomisées ?

Cela étant dit, s'il s'agit de pointer du doigt, chez des écologistes, des discours ou des attitudes qui peuvent s'apparenter à une idéalisation de la nature quasi religieuse, pas de problème, ça existe. J'en parle la semaine prochaine. On peut même affirmer que, « au nom de la protection de la nature, on peut la détruire » ; ce n'est pas de moi, mais de François Terrasson, auteur remarquable de trois ouvrages (dont *la Peur de la nature*, épuisé mais à lire) et qui n'hésita jamais, maître de conférence au Muséum national d'histoire naturelle, à dénoncer la mainmise et la colonisation de la nature par ses « protecteurs ». Ô complexe réalité ! L'ensemble des connaissances humaines sur la nature, l'homme, la société, la pensée, etc., ne se concilie jamais avec des jugements à l'emporte-pièce.

Rodkol

Rodkol@netcourrier.com

Les Martiens se font-ils du mouron à propos du Mormon ?



IL Y A DES JOURS OÙ l'on voudrait être Martien. Car on pourrait ainsi jouir sans la moindre inquiétude du vif comique qu'offrent chaque jour les affaires humaines en général et les affaires américaines en particulier. Voilà en effet un pays qui affirme sans rire qu'il se livre à l'élection du représentant, suprême, du peuple. Qu'il faille plusieurs centaines de millions de dollars – puisque l'élection d'Obama fut la plus coûteuse jamais enregistrée, et que sa réélection dépassera ce record, de même que le succès éventuel du mortifiant mormon – pour acheter le titre de représentant du peuple ne semble pas empêcher l'étrange peuple américain de vouloir être représenté. Que les Blancs de droite... Pardon.

Aux États-Unis, l'échiquier politique a été si poussé à droite par un bon siècle de propagande pro-capitaliste coordonnée, intensive, et scientifique au plus étroit sens du mot (on continuera à recommander la lecture attentive de PR! *A history of spin* et de *Flat Earth News* où l'on apprend que 50 % des dépêches d'agence, articles de quotidiens, reportages de JT sont fournis gratis par des agences de relations publiques discrètes, productives et peu suspectes d'amour excessif pour le prolétariat) que la droite américaine se situe en gros à l'extrême droite française, cependant que l'extrême droite américaine se situe à la droite de Bételgeuse.

Gardons cependant l'expression. Que les Blancs de droite, inquiets à juste titre de la montée des faillites et du chômage, votent pour un homme fier d'avoir bâti sa fortune sur les faillites et le chômage d'autrui nous ferait beaucoup rire si nous étions de petits hommes verts. Mitt Romney répète à qui veut l'entendre qu'il ne se présente que par devoir

(devant l'hilarité générale sur la lointaine planète, la question se pose : les Martiens pissent-ils vert?) et que, s'il ne tenait qu'à lui, il retournerait faire des affaires. Car, affirme-t-il, «business is fun». On comprend que, sur Mars, il n'y ait nul besoin de comédiens, la retransmission des campagnes électorales américaines suffit au bonheur des Verts.

Mieux encore, dans un pays où les citoyens de base... Pardon.

Il y a bien une base. Mais il n'y a plus guère de citoyens, s'il y en eut jamais. Dans un pays donc où la base croit qu'on lui laisse la liberté de penser, le représentant officiel du parti politique le plus riche du monde (après le PC chinois?) appartient à une secte. Une secte dont le livre sacré réussit, insigne exploit, à s'avérer plus incohérent que le Coran et plus niais que la Dianétique. Je ne souhaite à personne l'épreuve de la lecture du *Livre de Mormon*. Pardon.

Personne n'a jamais lu le Livre de Mormon. Excepté son auteur et ses typographes. Si une lectrice souhaite se faire une idée du contenu de cette brique, qu'elle parcoure *Nombres* dans l'Ancien Testament, et qu'elle imagine un pastiche de ce livre, le plus ennuyeux de toute la Bible. La première armée du monde pourrait donc obéir aux ordres d'un homme qui prétend avoir lu le Livre de Mormon. (Entendez-vous cette vaste rumeur qui descend du ciel? Les Martiens, les Martiens...) L'observateur impartial note l'embarras d'une grande part de l'électorat républicain, celle qui rassemble les *evangelicals*, ceux pour qui non seulement la Bible est infallible (*inerrant*), mais encore valable dans la seule version King James. Voter pour ce schismatique, ce descendant de polygames?

Romney, dès qu'on lui pose des questions sur sa religion, parle d'abondance de «l'héritage judéo-chrétien». On comprend pourquoi les Martiens importent des sépultures de papes, qui leur servent de ventilateurs.

Heureusement, l'hétérodoxie, voire la fantaisie théologique, de Romney est contrebalancée par un homme partisan de valeurs plus solides, son colistier Paul Ryan. Car Paul Ryan est catholique. Nous voici de retour dans le monde sérieux, celui des vierges qui donnent naissance, des célébrations où l'on mange le corps de son dieu, des hommes célibataires qui font découvrir aux petits enfants les joies de la sexualité. Avec Paul Ryan, l'Amérique ne connaîtra plus ni avortement ni sécurité sociale. Mais, en bon chrétien qui sait que son Messie lui ordonne de tendre l'autre joue quand on le gifle, Paul Ryan défendra le droit de tout Américain de ne tendre l'autre joue que si elle est équipée d'un Magnum 357. Pardon.

D'un M16, ou d'un Uzi. L'auteur de ces lignes a visité il y a deux ans un magasin d'armes à Las Vegas, équipé d'un stand de tir bondé. Féministes, réjouissez-vous, on y voyait autant de tireuses que de tireurs. Écologistes, réjouissez-vous, les cartouches tirées sont récupérées pour être recyclées.

À ce point, la lectrice se demande «Mais... et Obama? La gauche américaine?» Chut, lectrice, chut. Ne répétez pas ces mots «Obama la gauche américaine» à l'oreille des Martiens. La recherche scientifique a prouvé qu'eux aussi peuvent mourir de rire.

Nestor Potkine

qui compte se reconvertir dans les pompes funèbres, sur Mars.

Comédie européenne

Pierre Sommermeyer

VOILÀ DONC LE MARRONNIER du traité européen. Si celui de Maastricht date du 7 février 1992, le défilé des textes organisant l'Europe a débuté en 1951 avec le traité de Paris dit « traité charbon-acier ». Depuis, ils se suivent, eux ou leurs modifications, et se ressemblent. Un nouveau pas fut franchi avec le traité de Maastricht et la création de l'euro. Puis, ce furent les traités d'Amsterdam, de Nice et de Lisbonne. À chaque fois qu'il est question de confirmer l'adhésion à un de ces accords, la comédie du pour ou du contre se rejoue à guichet fermé.

Pour la France ou contre le capitalisme ?

Il y a ceux qui s'opposent parce que c'est, à chaque fois, un petit bout de la France éternelle qui disparaît. Il y en a d'autres pour qui c'est une façon de résister à un capitalisme financier de plus en plus intrusif. La conjonction de ces deux types de refus peut réussir, comme ce fut le cas en mai 2005, lors du référendum nous demandant d'approuver « le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe ». 54,68 % des électeurs votèrent contre !

Croire un seul instant qu'en votant pour ou contre on puisse faire avancer la cause européenne, ou repousser la mainmise des marchés sur notre vie, relève de l'illusion la plus complète. L'unification de l'Europe, ou plutôt son européanisation, comme on dit mondialisation, est un processus irrésistible qui répond à un certain nombre de nécessités parfois contradictoires et souvent inconciliables. Le capital a besoin d'un espace unifié où la marchandise (la main d'œuvre en est une) puisse circuler sans entrave. Les populations, en grande majorité, désirent vivre en paix avec leurs voisins, les souvenirs des guerres mondiales continuant à hanter l'inconscient collectif. Les politiques vont se diviser en plusieurs camps. Certains vont faire tout ce qu'ils peuvent pour faire disparaître les frontières. Les mêmes, pour en même temps satisfaire un sentiment nationaliste, vont entourer l'espace européen d'un rideau difficile à franchir, au

moins en théorie et cela donnera Schengen. En même temps, ils feront ce qu'il faut pour que l'inégalité des protections sociales perdure afin d'arriver à réduire autant que possible le coût du travail. L'aboutissement de ce processus est l'arrivée au pouvoir suprême européen de Mario Draghi, dont l'itinéraire personnel ne peut que nous ravir. Ancien haut fonctionnaire italien, haut cadre chez Goldman Sachs – cette banque dont les mauvaises langues prétendent qu'elle dirigerait le monde –, gouverneur de la Banque d'Italie, il dirige aujourd'hui mon porte-monnaie et le vôtre, sans que l'on ne nous ait jamais demandé notre avis. C'est lui le patron. Ce qui va renforcer tous ces politicards qui font la France en disant : « C'est la faute à l'Europe. » Manière de se protéger dans leurs fiefs électoraux, en oubliant qu'ils participèrent à cette situation et, qu'à travers les subventions de Bruxelles, souvent conséquentes, ils assoient leurs positions féodales. Et il y en a d'autres, tellement minoritaires, qui croient que le Parlement européen est autre chose qu'une sinécure et que ce que l'on ne peut pas faire dans une assemblée nationale est possible au niveau supérieur. Ce faisant, ils éloignent encore plus le citoyen de base du lieu de la prise de décision.

L'Europe des lisières

Mais l'Europe, ce n'est pas seulement un étage administratif, décisionnel ou assembléiste de plus dans la gestion de ses habitants. C'est aussi, aux limites de chaque pays, une interpénétration des flux de circulation des habitants frontaliers. Ces territoires conquis quotidiennement sont quasi insupportables aux élites politiques et administratives de ces bordures. Les migrations touristiques comme professionnelles ont amené des mutations électorales importantes qui n'ont pas soulevé d'émeutes xénophobes. Les citoyens de l'Union européenne qui résident en France peuvent participer aux « élections municipales et aux élections européennes dans les mêmes conditions que les électeurs français ». On peut se demander



**...tupeupatapal'droit
ckomçickomça
luicbonluicpabon
latupeulatu
peupa...**



pourquoi ces limites existent et pourquoi aucun des politiques ne revendique l'extension de leurs droits de vote à toutes les élections puisque nous sommes tous Européens. On comprend mieux pourquoi les étrangers hors Union européenne ne se verront pas offrir la possibilité de glisser leur petit bulletin dans l'urne, ni demain ni plus tard.

L'Europe, c'est aussi quelques avancées «démocratiques», comme la présence d'un avocat dès la première heure de garde à vue rendue obligatoire par les décisions de Cour européenne des droits de l'homme qui condamnaient la France à ce propos. C'est aussi la possibilité, en cas de décision judiciaire injuste, de faire recours devant la Cour de justice de l'Union européenne. Les décisions du Parlement européen prises dans l'espace étroit qui existe entre les parlements nationaux d'un côté, la commission de Bruxelles et les banques européennes de l'autre, sont la plupart du temps méconnues car souvent dérangeantes.

Les députés européens ont condamné le verdict contre le groupe Pussy Riots, ils craignent que la réduction des fonds alloués à la recherche ne rende encore plus difficile la reprise économique, ils réaffirment que les

dons de tissus et de cellules doivent être non rémunérés, ils demandent que la Lituanie, la Pologne et la Roumanie reprennent des enquêtes indépendantes sur la CIA qui aurait détenu, dans des prisons secrètes sur leur sol, des suspects liés au terrorisme international, etc.

Vers une fédération européenne ?

Cette idée devrait plaire aux anarchistes ! Oublions cela tout de suite, il n'y a aucun rapport avec notre idée du fédéralisme. Envisageons donc le problème selon les termes du débat mené par les politiques. Aujourd'hui, l'Europe existe sous la forme d'une confédération, c'est-à-dire d'une alliance d'États gardant leur indépendance, même si, dans les faits, cette dernière est de plus en plus rognée aux alentours.

Pour passer à un niveau d'unification plus avancé, il faut résoudre un certain nombre de problèmes de fond. Une Europe unifiée implique un accord fondamental entre l'Allemagne et la France. Il ne s'agit pas là d'un accord politique, mais de divergences culturelles. Notre voisin d'outre-Rhin est organisé de façon fédérale. Les Allemands ont été vaccinés contre le centralisme politique par les règnes de Bismarck et de Hitler. Pour eux, le fédéralisme est synonyme de démocratie et, on l'oublie souvent, de succès économiques. Pour notre pays, il n'y a de pouvoir que parisien. Le jacobinisme, non seulement n'est pas mort, mais reste la référence ultime. Aucune décision ne peut être prise si elle n'émane pas du pouvoir central. Personne n'est capable d'imaginer une administration de l'éducation propre à chaque région. Même dans les organisations politiques, syndicales ou sociales, les têtes dirigeantes sont toutes à Paris.

La situation alsacienne est bien révélatrice de cette ambiguïté. C'est une région attirée culturellement et économiquement par l'Allemagne. Elle rêve, ouvertement ou pas, de ressembler aux *Länder* allemands. Elle est gouvernée par trois assemblées, deux conseils généraux et un régional. Il y existe un consensus général pour reconnaître que les deux conseils généraux sont en trop. Chaque conseil est d'accord pour que l'autre accepte de se faire *hara-kiri* !

Et la crise arriva !

La dette atterre tout le monde ! La dette oblige à repenser l'économie des États. Pour satisfaire la dette, les politiques veulent réorganiser l'Europe. C'est comme ça que notre homme fort est un banquier devant qui, tous, d'une façon ou d'une autre, se prosternent. Quand une voix dissidente s'élève, c'est juste pour dire : « Pas si vite ! » Serions-nous les seuls à dire : « Ras le bol de la dette » ? Il faut une Europe, certes, mais une Europe débarrassée de tous ces petits potentats, aussi bien syndicalistes que politiques, intellectuels, culturels ou des services sociaux, qui négocient pour leur pomme une part de gâteau !

P.S.

Otages

à tous les étages



Sitta Neumayer

Militant SUD Rail
Sympathisant du groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

De l'usager au client et aux otages

Depuis une bonne cinquantaine d'années, les services publics nationaux, dont la SNCF, s'acharnent à dénaturer le terme et le concept d'usager, au profit de celui de client. L'usager est normalement celui qui a un droit d'usage, ou simplement qui fait usage de, ce qui lui confère une légitimité pour participer à la définition et à l'organisation des services publics, avec les salariés eux-mêmes¹. Or, il est devenu une personne sans capacité d'action, à la merci des aléas, lesquels sont présentés comme dus pour l'essentiel aux sautes d'humeur de salariés «nantis».

Le moyen de retrouver pour chacun un droit et une capacité d'action, dans la pleine responsabilité de ses actes, c'est le rapport marchand, c'est le statut de client. «Vérité» des coûts et des prix, «offre» correspondant à la «demande» et, surtout, individualisation de la relation², ont été le miroir aux alouettes pour la classe moyenne, destinée à remplacer – ou plutôt à faire oublier – les classes populaires.

Face à ces cohortes d'individus responsables, qui passent un contrat en toute confiance pour obtenir une prestation sur laquelle la SNCF peut dès lors s'engager, les méchants syndicats qui organisent des grèves ne peuvent être que des pirates cherchant à s'accaparer,

par la force, le fruit d'un travail honnête : le commerce. Leurs victimes sont des otages impuissants, attendant la délivrance par les corps d'élites de la police ou de l'armée³.

On n'achète pas toujours un client

Pour capter la clientèle régulière, la SNCF a développé des abonnements, en jouant notamment sur la facilité d'accès : possibilité de réserver pour 1,50 euro seulement, possibilité de réserver jusqu'à six places pour un abonné (on réserve pour «x» trains successifs pour que l'horaire ne soit pas une contrainte) et quelques autres avantages.

Seulement voilà, quand on est un voyageur suffisamment régulier pour prendre un abonnement sur une ligne, on voit que les problèmes de régularité ne sont pas dus aux grèves incessantes de cheminots nantis (le nombre de journées de grève par agent ne cesse de baisser depuis quinze ans), mais à de nombreuses autres raisons liées à la complexification du système ferroviaire (séparation de ses composantes, multiplication des acteurs différents, état dégradé de l'infrastructure conduisant à des procédures toujours plus lourdes et rigides). D'autant que, sur des parcours TGV de deux heures ou moins, l'avion ou la voiture ne sont pas des alternatives viables pour des voyageurs fréquents, qui

deviennent, de fait, captifs. La SNCF ne craint donc pas d'augmenter les tarifs, quelle que soit la qualité de la prestation servie par rapport à l'engagement initial. Car, quoi qu'on lui ait fait croire, le client ne tire un droit du rapport marchand qu'à la mesure du rapport de force qu'il peut instaurer.



Quelque 250 abonnés du Paris-Nantes l'ont compris. Las des retards chroniques et des tarifs à la hausse, ils se sont constitués en collectif et ont imaginé, en mai 2012, une action singulière.

Ils ont choisi un train de fin d'après-midi le jour des départs du pont de l'Ascension et ont collectivement usé de leur droit à réserver jusqu'à six places pour rendre indisponible un maximum de places. Ils l'ont fait savoir et ont menacé de ne pas restituer ces disponibilités si leurs revendications n'étaient pas entendues.

Une mutinerie

Coincés dans leurs schémas traditionnels, les responsables de la SNCF n'ont su que penser de cette « mutinerie ». Un article du canard interne de la SNCF montre leur désarroi. Ils se sont sentis trahis : « Basée sur la confiance, la possibilité de réserver jusqu'à six places par un même abonné a été détournée. » Le directeur de l'établissement local, avec des termes approximatifs, explique : « La méthode retenue, qui confine à l'incivilité (une privation de voyage pour ceux qui espéraient partir !), est d'autant plus surprenante que c'est l'exécution d'une menace éventuelle, sans préavis. » Les responsables de la communication, eux, n'ont pas hésité à ressortir la même grosse artillerie en titrant l'article : « Des clients prennent en otage d'autres clients ! »

Cette action est intéressante par l'organisation collective qu'elle suppose. Fédérer et faire agir 250 personnes : beaucoup de nos collectifs libertaires en seraient fort satisfaits. La revendication a priori consumériste (en avoir pour son argent) et l'aménagement du territoire qui est en toile de fond (vivre quelque part et avoir un motif régulier d'aller à 400 kilomètres) mériteraient, toutefois, un examen critique plus poussé.

Pour le service public

Rappelons que, depuis 2005, SUD Rail a initié un autre travail avec la Fédération des usagers des transports et des services publics (FUT-SP), non affiliée à la très populiste Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) : tracts et actions communes pour développer des revendications dans lesquelles salariés et usagers se retrouvent. Notamment à la suite d'une jurisprudence de la Cour

européenne des droits de l'homme déclarant légale la grève par la gratuité (ne pas bloquer le service public, mais permettre son accès libre et gratuit), SUD Rail et la FUT-SP avaient fait un communiqué commun avant d'organiser une pétition nationale, demandant l'inscription dans la loi de modalités d'application de ce type de grève, ainsi que, d'ores et déjà, un engagement de la SNCF de ne pas sanctionner les salariés qui feraient ainsi grève sans pénaliser les usagers⁴.

Peut-être alors, en mixant des modalités d'action propres à la posture de client avec des revendications clairement d'usager (au sens premier de celui qui a un droit d'usage), pourrait-on relancer une lutte pour de nouveaux services publics. Socialisés, cette fois.

S. N.

1. On ne peut évidemment que regretter que les fédérations syndicales de ces services publics – CGT en tête – n'aient, du temps de leur puissance, pas travaillé à cette perspective de socialisation véritable et qu'elles n'aient eu qu'une vision, il faut bien le dire, corporatiste de la défense des statuts publics ou parapublics.

2. Il fallait entendre, dans les années 1990, le discours des responsables marketing de la SNCF qui prétendaient, avec leur nouveau joujou Socrate (système de réservation adapté de celui d'American Airlines), vouloir offrir à chacun LE voyage correspondant à ses besoins.

3. Qu'on se souvienne de l'attaque du paquebot de la SNCM en 2005 par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). À la suite de quoi la SNCF, en 2006, a passé une convention avec le GIGN pour permettre l'entraînement de ses hommes sur le matériel ferroviaire (voir la rubrique des brèves dans le Monde libertaire n° 1447).

4. Voir un article précédent sur la grève de la pince : « Ceux qui aiment la grève prendront le train », de Sitta Neumayer, dans le Monde libertaire, hors-série n° 40, décembre 2010.



L'option militaire



Éric Vilain

IL Y A UN CONSENSUS dans ce qu'on appelle pudiquement la « communauté internationale » pour obliger l'Iran à mettre fin à son programme nucléaire militaire. On considère que les principaux pays industrialisés ont le droit de mettre en œuvre un programme nucléaire civil et militaire, mais pas l'Iran. Le fait qu'on parle d'« option militaire » pour mettre fin à ce programme en Iran, mais pas en Corée du Nord, n'est sans doute pas un hasard.

Le problème est que l'Iran ne veut manifestement rien savoir, et que les pays occidentaux (ce qui exclut la Russie et la Chine) ne semblent pas capables d'imaginer ce qu'ils pourraient fournir à l'Iran en échange de l'arrêt, ou du moins d'un certain contrôle international, de sa politique nucléaire. Ce quelque chose pourrait être, par exemple, une certaine reconnaissance internationale, une certaine légitimité de l'Iran en tant qu'État sur la scène internationale. Il va de soi que les États-Unis ne sont absolument pas disposés à entrer dans ce jeu-là, parce que s'il en était ainsi ils se verraient privés d'un épouvantail qui est très utile à leur politique internationale. Le même raisonnement vaut pour Israël, à cette différence

près que cet épouvantail sert à leur politique intérieure. Le jour où il n'y aura plus de tensions extérieures pour maintenir l'union nationale en Israël, les autorités israéliennes auront à faire face aux innombrables contradictions sociales qui minent le pays.

Israël ne se trouve pas dans une situation particulièrement favorable. Les négociations avec les Palestiniens piétinent. La situation en Syrie se dégrade : tout laisse à penser que la chute de Bachir al-Assad conduira à la mise en place d'un régime islamiste, comme en Égypte – ou d'une façon générale comme partout où les dictateurs ont été renversés. L'avenir de la Jordanie est incertain. Le renversement de Moubarak en Égypte a ouvert la porte à un régime islamiste dont le nouveau président, Mohamed Morsi, va s'empressement de se rendre à Téhéran où se déroule la rencontre du Mouvement des non-alignés.

Tout cela conforte en Israël le syndrome de Massada : environ un millier de Juifs révoltés s'étaient retranchés dans la forteresse de Massada, assiégée par les Romains. Lorsque, après sept mois de siège, en l'an 73, les Romains pénétrèrent dans la forteresse, les assiégés s'étaient suicidés. Par extension, le

syndrome de Massada est cette attitude paranoïaque qui caractérise un groupe qui se sent assiégé dans un environnement hostile qui veut sa perte, et qui conduit à un acte désespéré. Si les autorités israéliennes, les médias israéliens confortent ce sentiment d'être assiégé – un sentiment largement entretenu par la politique d'expansion territoriale d'Israël depuis sa création –, il n'est pas impossible que la décision d'une frappe contre l'Iran soit prise.

Significativement, Obama ne s'est pas rendu en Israël pendant son mandat – un fait sans doute unique dans l'histoire contemporaine. Ce qui ne l'a pas empêché d'envoyer d'innombrables émissaires pour assurer les autorités israéliennes que les États-Unis prennent la chose très au sérieux et pour leur enjoindre de ne pas entreprendre de frappe préventive. Le gouvernement Obama choisit pour l'instant l'option diplomatique mais se trouve face aux Israéliens qui pensent que l'Iran progresse plus vite qu'on ne le pense vers la construction de l'arme nucléaire.

La politique de Netanyahu consiste clairement à mettre la pression sur Obama, à le discrediter pour soutenir son concurrent conservateur, Romney, lui-même entouré de néoconservateurs enchantés à la perspective d'une guerre. Aussi, l'éventualité ne peut pas être écartée d'une attaque israélienne avant les élections aux États-Unis, dans le but d'influer sur le scrutin en faveur du candidat qui aura pris position pour une frappe préventive: en effet, dans ce cas, les États-Unis seraient contraints d'intervenir eux aussi pour soutenir leur allié.

Pendant l'été, le Premier ministre Netanyahu et le ministre de la Défense, Ehud Barak, ont proclamé haut et fort la possibilité d'une attaque préventive israélienne contre les installations nucléaires iraniennes. Certains milieux dits «autorisés» aux États-Unis semblent précisément penser que cette attaque préventive israélienne est une option possible. Un spécialiste états-unien du Moyen-Orient, Richard N. Haass, président du Conseil des affaires étrangères, affirme que les États-Unis tentent de calmer les Israéliens, mais «l'une des nombreuses inconnues est à quel point les États-Unis peuvent rassurer les Israéliens, étant donné ce que les Israéliens considèrent comme les enjeux»¹. La question se résumerait à définir les risques réciproques et les conséquences possibles d'un Iran possédant l'arme nucléaire, d'une part, et d'une attaque préventive israélienne de l'autre. Or une attaque préventive destinée à détruire les installations nucléaires iraniennes serait totalement inefficace si elle n'avait pas recours à l'arme nucléaire – tout en ne garantissant aucunement que toutes les installations iraniennes soient détruites.

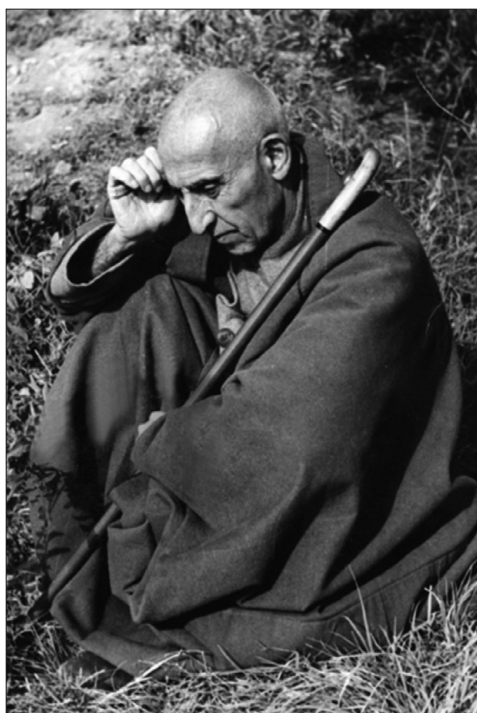
Ces éventualités doivent être évaluées uniquement avec la grille de lecture des intérêts

stratégiques étatsuniens et des liens particuliers qui rapprochent Israël et les États-Unis. La principale préoccupation des officiels israéliens en ce moment est de savoir si Obama ou Romney se décideront à entreprendre une attaque contre l'Iran – sachant que parler d'«attaque contre les installations nucléaires iraniennes» est une attaque contre l'Iran, un acte de guerre dont les conséquences pourraient être incalculables.

Il va sans dire que les Israéliens préféreraient que ce soient les États-Unis qui prennent l'initiative de l'attaque. Ils s'imaginent sans doute que cette solution susciterait à l'encontre d'Israël des réactions moins hostiles de la part des pays environnants – comme si on ne connaissait pas depuis longtemps les liens entre les deux pays. C'est la politique du «armons-nous et partez», et on fait faire le sale boulot par le copain. Il est vrai que depuis des années l'Arabie saoudite insiste auprès des États-Unis pour qu'ils attaquent l'Iran.

Une attaque israélienne contre l'Iran conduirait à l'implication immédiate des États-Unis dans le conflit, ne serait-ce que pour empêcher l'Iran de répliquer. En somme, le message qui serait envoyé serait celui-ci: «Certes, Israël vous a attaqué, mais vous n'avez pas le droit de répliquer, et si vous le faites, c'est vous qui serez le responsable de l'escalade conduisant au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.»

Un rapport états-unien rédigé par des officiels du gouvernement, des experts de la sécurité nationale et des officiers, révèle que des frappes US contre l'Iran pourraient secouer le régime, politiquement, et endommager sa capacité à répliquer, mais les Iraniens se montreraient capables de répliquer, directement,



Mohammad Mosaddegh

ou par l'intermédiaire de substituts, de telle manière que cela pourrait déclencher une guerre dans tout le Moyen-Orient. En outre, cela retarderait, mais n'arrêterait pas les efforts iraniens pour créer la bombe atomique.

L'un des arguments avancés contre l'intervention militaire états-unienne est que les musulmans perçoivent déjà les États-Unis comme étant antimusulmans, après l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan. Des frappes contre l'Iran risqueraient de mettre le feu aux poudres auprès des populations musulmanes: les réactions après la vision d'un film antimusulman sur internet ne seraient alors que peu de chose en comparaison d'une réaction massive des musulmans de la planète. «Les planificateurs et les experts devraient prendre en compte que les émeutes et les troubles qui ont suivi la vision d'extraits d'un obscur film sur le web seraient une fraction de ce qui pourrait arriver après une frappe – par les Israéliens ou par les États-Unis – sur l'Iran», déclara un officier supérieur états-unien, le général Gregory Newbold, un des rédacteurs du rapport et ancien chef des opérations².

Si les «experts» et commentateurs occidentaux pensaient que le renversement des dictateurs, lors du Printemps arabe, serait suivi de la mise en place de régimes politiques fondés sur le modèle démocratique occidental et favorables à l'Occident, nous nous trouvons maintenant devant une situation où ce sont des régimes islamiques, ou fortement teintés d'islamisme, qui ont remplacé les dictateurs (qui étaient pro-occidentales, il faut le répéter); mais on a également des masses arabes qui ont fait l'expérience d'une révolution politique contre leurs anciens dictateurs et qui pourraient très bien déclencher une autre révolution contre les États-Unis et, pourquoi pas, le monde occidental d'une façon générale. Ce n'est donc pas une formule de style que de dire qu'une attaque préventive d'Israël déclencherait une véritable guerre mondiale.

Le problème reste que les auteurs du rapport susmentionné ne font absolument aucune proposition, et se contentent de vouloir informer et de stimuler la réflexion aux États-Unis sur les objectifs d'une attaque militaire contre l'Iran. Le rapport souligne la faible probabilité d'empêcher l'Iran de fabriquer une bombe atomique par la force militaire si celle-ci est limitée à une combinaison de frappes aériennes, d'attaque cybernétiques, d'opérations de commando, etc. Ce qui sous-entend qu'il faudra faire plus. Une attaque militaire ne ferait que retarder de quatre à cinq ans la réalisation du programme nucléaire iranien, vider les caisses de l'État, créer des tensions sociales, mais les rédacteurs ne pensent pas que cela aboutira à un changement de régime ou à une capitulation: au contraire, cela accroîtrait la motivation du régime à fabriquer la bombe, afin d'empêcher de futures attaques.

La neutralisation du régime iranien et de son influence dans la région impliquerait l'occupation du pays, exigeant d'énormes ressources en hommes et en argent : «*Considérant la grande dimension et la forte population de l'Iran, et la force du nationalisme iranien, nous estimons que l'occupation de l'Iran exigerait une mobilisation de ressources de personnels plus grande que ce que les États-Unis ont connu pendant les dix dernières années dans les guerres en Iran et en Afghanistan réunies*», dit le rapport.

Il ne fait pas de doute qu'en ce moment les autorités états-uniennes ne sont pas enthousiastes à l'idée d'une guerre avec l'Iran – car c'est bien de cela qu'il s'agit –, préférant l'option diplomatique. Il existe cependant, en Israël et aux États-Unis mêmes, des fanatiques qui ne souhaitent qu'une chose : lancer des frappes prétendument «*préventives*» contre l'Iran. Il est possible qu'il y ait en Iran des hommes qui préféreraient voir à la tête des États-Unis une administration néoconservatrice plutôt que des personnes favorables à une issue pacifique, car comme pour Israël, la cohésion politique et sociale du pays est fondée sur le sentiment d'être assiégés. Ainsi s'expliquerait l'absence actuelle de toute perspective diplomatique : on attend que les élections mettent le républicain Romney à la tête du pays.

Conclusion

On peut dire que la situation actuelle est la conséquence ultime d'une politique engagée il y a des dizaines d'années.

1. Une politique américaine consistant à écraser toute velléité de constitution au Moyen-Orient d'un pôle régional ayant sa dynamique propre, et à refuser l'idée qu'il faille négocier d'égal à égal avec ce pôle.

Deux exemples suffiront à illustrer ce fait :

– Lorsque le chef du gouvernement iranien Mohammad Mossadegh tenta, en 1953, de garantir à son pays le contrôle sur la production de pétrole et nationalisa l'Anglo-Iranian Oil Company, une réaction internationale immédiate ferma le marché au pétrole iranien³. La CIA états-unienne et le MI6 britannique organisèrent alors un coup d'État pour renverser Mossadegh... ce qui permit à la Standard Oil états-unienne d'entrer sur le marché iranien.

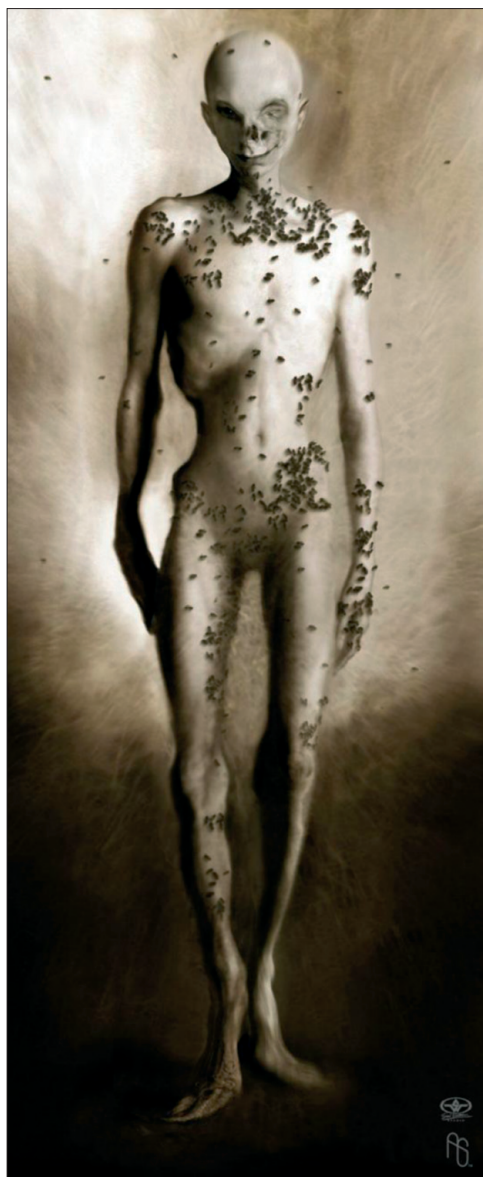
– L'Égypte avait été tellement vassalisée à la politique internationale des États-Unis que, lorsque le président Mubarak, en 1990, s'était posé en médiateur pour empêcher la guerre avec l'Irak et pour trouver une solution arabe au conflit, l'éditorialiste du *Washington Post* avait écrit : «*Ayant d'abord tenté de jouer les médiateurs, le président Hosni Mubarak semble maintenant vouloir gagner du temps. Washington est en droit d'attendre mieux de la part d'un pays qui accepte chaque année des États-Unis 2 milliards de dollars...*» (Cité par l'*International Herald Tribune*, 10 août 1990.).

2. Une politique israélienne d'expansion territoriale qui exclut toute possibilité de

dialogue avec les pays environnants, créant une situation de tension permanente dans la région. Cette politique a été très clairement définie par un certain Jobotinsky en 1923 dans un texte intitulé «*Le mur d'acier, nous et les Arabes*». Ce serait être extrêmement naïf de penser que ce qui a été dit en 1923 a pu évoluer : «*Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps l'impossibilité complète d'aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive. [...] Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens ni aux Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l'hypocrisie⁴.*»

L'éventualité d'une guerre qui découlerait inévitablement de la décision de lancer une attaque contre l'Iran n'est pas quelque chose qu'on puisse écarter. La question qui se pose à nous est : quelle serait l'attitude du gouvernement français. Il nous semble important de faire savoir que cette possibilité reste envisageable, et qu'il faut nous y préparer par une mobilisation... préventive. Il ne fait pas de doute que dans les mois qui vont suivre, il faille alerter l'opinion, commencer à organiser une riposte afin de ne pas nous trouver dépourvus, comme nous l'avons été en 1990 lors du déclenchement de la guerre contre l'Irak⁵.

E. V.



Les *bûches* de la guerre sociale

1907-1917 : les bûcherons
américains s'organisent

« Si vivre signifie jouir de toutes les bonnes choses de la vie, [...] alors nous, les bûcherons, ne vivons pas, mais nous nous contentons d'épargner les frais de nos funérailles. »
The Industrial Worker,
2 juillet 1910



Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE, l'industrie du bois occupait une place primordiale dans l'économie des États-Unis. Mais, si elle prospérait, c'était, comme le veulent les règles du jeu capitaliste, au détriment de ceux qu'elle employait, et notamment des bûcherons. Ceux-ci travaillaient essentiellement dans deux régions du pays: le Nord-Ouest et le Sud. Si la première grande lutte bûcheronne éclate à Portland, en 1907, avec la grève de plus de 2000 travailleurs du bois (pour des augmentations de salaire et la liberté de s'organiser), c'est dans le Sud que naîtra le premier grand syndicat de cette industrie où les patrons ne font pas dans la dentelle. Dans cette partie des États-Unis, les bûcherons ne sont,

bien souvent, que des paysans pauvres qui travaillent dans les scieries de façon saisonnière, alors que, au nord-ouest, il s'agit plutôt de hobos, de travailleurs itinérants grimplant dans les wagons des trains de marchandises pour voyager à l'œil et se rendre ainsi de lieu de travail en lieu de travail (ou bien ils se déplacent en même temps que les campements, de chantier en chantier).

Pendant longtemps, l'American Federation of Labor (AFL) se refusera à syndiquer les bûcherons, ce qui poussera ces derniers à s'organiser par eux-mêmes et à créer leurs propres structures. C'est ainsi que voit le jour, en 1910, en Louisiane, la Fraternité des ouvriers du bois, le premier vrai syndicat de bûcherons

des États-Unis. Ses combats sont classiques, mais d'une impérieuse nécessité: améliorer de façon significative les conditions de vie et de travail des ouvriers du bois en réclamant la journée de huit heures, un salaire de deux dollars par jour, la possibilité de faire des achats dans des boutiques autres que celles appartenant aux patrons et le droit de se syndiquer et de se réunir autour de ses intérêts de classe¹.

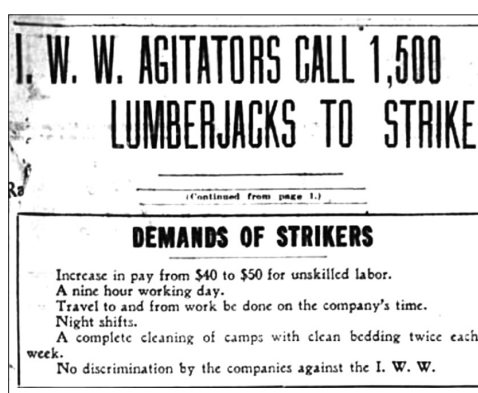
En quelques années, la Fraternité organise plus de 35 000 travailleurs forestiers² et, en mai 1912, elle rejoint le Syndicat industriel national des forêts et des ouvriers du bois (Sinfob) de l'organisation syndicale révolutionnaire Industrial Workers of the World (IWW). Le Sinfob est l'un des tout premiers syndicats américains à organiser les travailleurs sans considération raciale, si bien que Blancs comme Noirs prennent leur carte rouge pour lutter ensemble contre les patrons des industries du bois. En Louisiane, les syndicalistes vont même jusqu'à enfreindre la loi interdisant les réunions « interraciales »³.

Mais les patrons de l'industrie du bois ne pouvaient tolérer un tel degré d'organisation des travailleurs, à l'origine de luttes revendicatrices radicales. Réunis au sein de l'Association des exploitants forestiers du Sud, ils organisèrent une riposte implacable basée sur la terreur. Une liste noire des travailleurs syndiqués est établie, des lock-out sont organisés et des militants sont molestés et assassinés, comme en Louisiane, à Grabow, en 1912 où trois grévistes sont tués par balles. Ces campagnes de terreur étaient notamment menées par les nervis de la Ligue des honnêtes citoyens, miliciens payés par le patronat et excités par des discours et des valeurs conservatrices. L'État, fidèle à sa raison d'être historique, se place, lui, du côté des employeurs et n'hésite pas, pour épauler ces derniers, à jeter les militants syndicaux dans les geôles de la jeune démocratie. En 1913, épuisée et diminuée, la Fraternité s'éteint.

Si au sud la vie des bûcherons était difficile, au nord, les conditions de vie et de travail étaient tout aussi déplorables. Outre l'insécurité du travail en lui-même (bûcheron est un métier à très haut risque, long – journée de dix heures – et mal payé), les campements des chantiers étaient innombrables: dortoirs étroits et surpeuplés, lits de fortune, nourriture infecte et hygiène lamentable. En 1917, un vaste mouvement de grève éclate dans l'État de Washington, à l'initiative du Sinfob: les ouvriers des scieries d'Aberdeen, de Hoquiam et de Raymond cessent le travail et réclament la journée de huit heures et une augmentation de salaire. Malgré une solidarité de classe importante (plusieurs bûcherons d'autres scieries se croisent les bras pour soutenir leurs collègues), la répression menée par l'État (arrestations et emprisonnements de grévistes) et les patrons (création de milices chargées de répandre la terreur par le harcèlement, les menaces et les tabassages en règle)

vint à bout du mouvement qui ne parvint à obtenir qu'une petite hausse de salaire. Victimes de discriminations antisyndicales, la plupart des bûcherons organisés au sein des IWW ne trouvèrent plus aucun travail dans les scieries du pays et durent quitter l'État. Là encore, le syndicat du bois n'y survit pas.

Mais les wobblies n'avaient pas dit leur dernier mot et, en 1917, malgré la vaste répression antisyndicale qui accompagne l'entrée de l'Oncle Sam sur le théâtre de la Première Guerre mondiale, ils fondent le Syndicat industriel des ouvriers du bois. En juillet de cette même année, dans l'État de Washington, dans la région de Spokane, une première grande grève est organisée pour réclamer de meilleures conditions de travail



(journée de huit heures, salaires plus élevés, interdiction du travail des enfants, fin de la discrimination antisyndicale à l'embauche) et dénoncer l'insalubrité des campements de chantiers. En août, plus de 80 % des chantiers de la région sont paralysés. Mais, si cette grève gêne terriblement les patrons de l'industrie du bois, elle pose aussi un grave problème au gouvernement américain qui voit ainsi son effort de guerre largement contrarié (le bois étant une matière première essentielle pour la fabrication du matériel militaire, ne serait-ce que les fusils). En conséquence, la répression contre les grévistes est démesurée: arrestations massives, mise sur pied de milices patronales, internement des militants dans des camps improvisés, saccage des locaux syndicaux, etc. Mais, devant la violence de la répression et l'attitude intransigeante des patrons, les travailleurs du bois ne baissent pas les bras et redoublent d'inventivité pour intensifier le mouvement. À ce titre, les écrits du syndicaliste révolutionnaire français Émile Pouget – notamment *Le Sabotage*, traduit en anglais par le wobbly Arturo Giovannitti – ne sont pas sans avoir influencé, indirectement ou directement, les grévistes: grève du zèle (respect des règles de sécurité à la lettre, application de fait de la journée de travail de huit heures) et sabotage (destruction des outils de travail) furent pratiqués de manière exemplaire, laissant les patrons sans voix.

Le gouvernement, qui exprimait un besoin pressent de mettre fin à cet important

conflit social pour ne pas compromettre l'effort de guerre, finit par mettre sur pied une instance se voulant « impartiale » (sic!) en vue de trouver une solution consensuelle entre bûcherons et employeurs pour sortir rapidement de la grève. Devant des ouvriers déterminés à aller jusqu'au bout, cet organisme, appelé Légion loyale des bûcherons et exploitants forestiers, en vint finalement à exiger des patrons des industries du bois qu'ils appliquent la journée de travail de huit heures.

D'autres grèves de bûcherons marqueront l'histoire du mouvement ouvrier du continent nord-américain, ne serait-ce que celle de Rouyn, au Canada, en novembre 1933 où 400 travailleurs du bois cesseront le travail pour dénoncer leurs conditions de vie misérables. Si la police, prenant prétexte d'un affrontement entre grévistes et jaunes, abattra ses matraques sur le mouvement, celui-ci aboutira néanmoins, quelques mois plus tard, à la mise en place d'une législation visant à améliorer le quotidien des bûcherons⁴. Du côté des États-Unis, deux grosses grèves secouèrent l'industrie du bois en janvier et octobre 1937 dans le Minnesota et le Michigan⁵.

Pour conclure cette petite rétrospective historique, je laisserai la parole à un bûcheron du début du siècle qui, dans l'édition du 2 juillet 1910 de *l'Industrial Worker* (organe des IWW), exposait sa conception – révolutionnaire – de l'exploitation forestière: « Les forêts sont destinées à profiter à l'humanité tout entière, et non à l'enrichissement d'une poignée d'hommes avides – et c'est aux bûcherons et à tous les travailleurs du bois de se réveiller et de s'organiser efficacement, ne serait-ce que pour pouvoir, au moins, vivre décemment. »

G. G.

1. Joyce Kornbluh, *Wobblies & Hobos, les Industrial Workers of the World: agitateurs itinérants aux États-Unis 1905-1919*, Éditions L'Insomniaque, Paris, 2012, p. 164.

2. Patrick Renshaw, *The Wobblies, the story of the IWW and syndicalism in the United States*, Ivan R. Dee, Chicago, 1999, p. 121.

3. Joyce Kornbluh, *ibid.*, page 164.

4. Jean-Michel Catta, « La grève des bûcherons de Rouyn, 1933 », *Cahiers du département d'histoire et de géographie*, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1985, p. 679.

5. R. L. Cartwright, « Timber Worker Strikes 1937 », *Minnesota Encyclopedia*, Minnesota Historical Society, 2012.

Retour de guerre

Une association d'anciens combattants d'Algérie* dans *le Monde libertaire* !? Et pour en dire du bien ? Incroyable !

André

Cercle libertaire
Jean-Barrué 33

IL PEUT ÊTRE très confortable de ne pas avoir participé à une guerre coloniale – il s'agit de la guerre d'Algérie, 1954-1962 –, de n'avoir pas fait ce qu'on ne voulait pas faire et de n'y quasiment plus penser, ou presque, occupé ailleurs. D'autres ont eu moins de chance.

Il faut dire, pour comprendre ce qui s'est passé, que les jeunes hommes qui sont allés se battre n'étaient en rien habitués à la contestation ; au contraire, formatés à l'obéissance par l'Église catholique, passés au moule de l'école de la République de Jules Ferry, façonnés par les pères et les mères, pour eux, désobéir n'était pas pensable, pas imaginable.

Et puis le risque était certain de se retrouver désespérément seuls devant leur désobéissance, sans soutien. Disons que, dans la France de l'époque, il ne fallait pas compter sur les partis de gauche, que ce soit le Parti communiste, que ce soit le Parti socialiste, que ce soient d'autres partis.

La guerre terminée, revenus de ce côté-ci de la Méditerranée, la plupart des démobilisés s'enfermèrent dans un grand mutisme, certains se suicidèrent.

Aussi, il faut saluer le courage – oui, le courage – de quelques-uns qui, en 2004, ont créé une association : les 4ACG (l'Association des anciens appelés en Algérie et leurs amis contre la guerre). L'initiative en revient à quatre paysans plus tout jeunes et vivant près de Millau.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que, depuis, ces anciens combattants ont vécu leur vie dans un grand malaise qu'ils n'arrivent que difficilement à évacuer.

De plus, pour cette excursion guerrière outre-Méditerranée, non voulue par eux, ils touchent maintenant une pension militaire annuelle de quelque 600 euros. Et ils considèrent que c'est de l'argent sale, de l'argent taché

de sang. Aussi, cet argent, ils ont décidé de le reverser à un village algérien.

L'association lancée, l'idée a fait boule de neige et, depuis, elle s'est fortement développée : ils sont maintenant plus d'une centaine à pratiquer cette réversion.

Dans un premier temps, ils ont porté leur aide à Tazla, un village de Kabylie détruit par la guerre en 1958. Puis d'autres villages ont bénéficié de leur solidarité, qui s'est aussi précisée : ici, en donnant leur appui à un élevage avicole fermier ; là, en aidant à terminer la construction d'un local à usage culturel destiné à l'ensemble de la population (alphabétisation, formation, expression artistique, lecture, etc.) ; ailleurs, c'est un coup de main financier à une association pour des enfants autistes, etc.

Ces aides sont toujours décidées, après discussion, lors d'une assemblée générale de l'association.

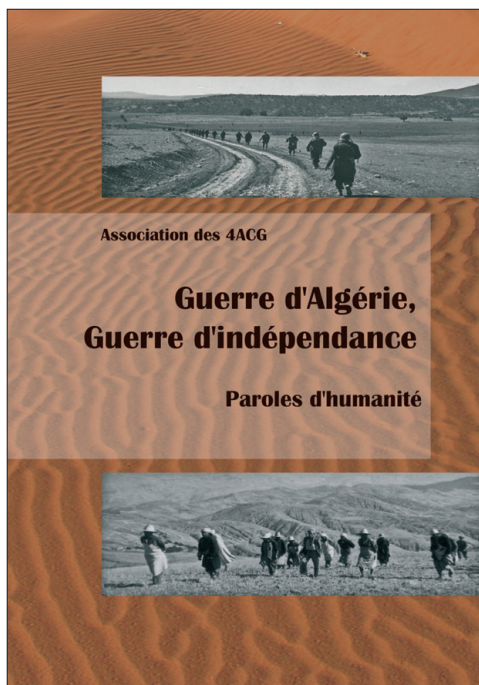
Un autre projet, en Palestine, a vu le jour à l'initiative d'une autre association, celle des Réfractaires à la guerre d'Algérie, et en partenariat avec plusieurs délégations de la région parisienne d'une autre association encore : France Palestine Solidarité.

Ce projet a pour objet de soutenir des paysans palestiniens de la vallée du Jourdain dans la mise en valeur de leurs terres par la plantation de palmiers dattiers ; aide qui les libère de l'emprise israélienne.

Maintenant, c'est un village marocain qui profite de leur cagnotte.

Ainsi, en fin d'année 2011, presque 60 000 euros ont été distribués pour des projets de développement divers.

Puis l'idée est venue à ces anciens combattants de faire un livre de témoignages sur «leur» guerre. Ce livre est maintenant édité ; il s'agit de *Guerre d'Algérie, guerre d'indépendance*.



Paroles d'humanité (L'Harmattan); quasiment 500 pages.

Dans leur élan généreux, les 4ACG ont associé à leurs témoignages ceux de pieds-noirs progressistes, ceux d'anciens combattants du Front de libération nationale algérien, ceux de harkis, ceux de réfractaires français, puis également des témoignages de femmes françaises et algériennes qui ont partagé ce drame de diverses façons.

Ce qui frappe, de prime abord, dans l'édition de ce livre, c'est la manifestation d'un sacré courage! Oui, après tant d'années, presque un demi-siècle pour certains, vouloir revenir sur cette guerre qui leur est restée en travers de la gorge, il faut en avoir du cœur: pour raconter, pour parler, pour témoigner afin de se délivrer, se libérer car, vous qui me lisez, n'oubliez pas le grand silence qui s'est souvent abattu sur eux – en eux – après cette désastreuse expérience.

Dans ce livre, on trouvera une écriture des plus simples – nos amis ne sont ni des intellectuels ni des théoriciens –, mais une écriture qui provoque, à de nombreuses reprises, une forte émotion. Oui, certains témoignages sont poignants quand ils osent dire ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont laissé faire, ce à quoi ils n'ont pas osé ou pu s'opposer.

Rappelons que la torture a été largement pratiquée lors de cette guerre, rappelons que les prisonniers étaient souvent abattus sans jugement pendant ce que l'on nommait une «*corvée de bois*». En face, l'adversaire n'était pas moins cruel qui n'hésitait pas à égorger et à placer des bombes dans des lieux publics.

Pour le lecteur qui a pris de la distance, il est intéressant de voir comment on peut mener des jeunes gens à l'abattoir sans trop qu'ils regimbent.

Il y eut bien quelques protestations populaires, des trains bloqués, mais cela ne dura guère. Il nous faut citer cependant le refus d'un groupe de soldats à La Villedieu, en mai 1956, dans le Limousin, soldats qui mirent la crosse en l'air, manifestation bien vite réprimée par la police militaire, l'emprisonnement d'un maire et d'un instituteur qui manifestèrent leur solidarité. Une association, Mémoire à vif, relate ce combat pacifique.

Lors de cette guerre, il y eut, on le sait, des désertions, des refus d'obéissance, des insoumissions; mais ce ne fut qu'un mouvement d'individus éparpillés et minoritaires.

Actuellement, l'association des 4ACG s'est ouverte à ceux qu'ils nomment leurs «*amis*». Ces anciens combattants ne sont plus seuls. **A**

*Pour en savoir plus, on consultera leur site www.4acg.org

Voyage initiatique au Liban

JE N'AVAIS JAMAIS LU DENIS LANGLOIS. La rencontre n'avait pas eu lieu, le bouche-à-oreille n'avait pas fonctionné. Tant de livres nous échappent dans cette inflation de titres. Et je ne parle pas de cette «*rentrée littéraire*», où les créatifs ont éliminé les créateurs, où l'obsession de la vente, du marché, ici comme ailleurs, en arrivent à étouffer des voix essentielles qui s'expriment dans des marges de plus en plus étroites (je songe en particulier à la poésie). C'est donc d'un œil vierge de toute influence que j'ai lu ce récit¹, et que je compte bien combler un retard de plus.

Non seulement je reste fasciné par cette recherche d'un homme mort-vivant, d'un «*homme qui n'existe plus*», que la guerre (celle du Liban), à travers quinze années d'horreurs, d'atrocités et de massacres, a transformé en zombie, mais je le suis aussi par une écriture claire, sensible, qui va toujours à l'essentiel et qui tient à la lucidité d'un regard désabusé, celui d'un militant qui s'interroge sur la révolution, le progrès, le sens de l'histoire (si elle en a un).

Les certitudes qu'il tenait de son père s'effritent, «*sous une neige éclatante*», le jour de ses obsèques: «*Jusque-là, je pensais que la société progressait. Avec de terribles retours en arrière, des dents de scie qui mordaient profondément dans la chair des hommes, mais elle progressait. À présent, je n'en étais plus très sûr.*» À cet instant, Denis Langlois a perdu la foi révolutionnaire. Dans une très belle interview à Radio libertaire (le 22 avril), on le lui reprocherait presque. Ne serait-il plus des nôtres? semblait-on susurrer. Bien sûr que non. Mais si Denis, tout simplement, s'interrogeait sur le dévoiement des révolutions et cherchait dans la non-violence une autre perspective révolutionnaire?

C'est entre ce questionnement, qui tient en quelques pages essentielles, et un dénouement dont on pressent peu à peu l'ultime conclusion, que se déroule le récit proprement dit: en juin 1998, lors d'un colloque sur le Moyen-Orient, M^eLanglois (il est encore

avocat) est abordé par une mère libanaise qui lui demande de retrouver son fils, Elias Kassem, resté au Liban, et dont elle est sans nouvelles depuis quinze ans. Il accepte cette mission, à la fois quête et enquête, sorte de voyage initiatique dans le récit d'une guerre par témoins interposés, qui ne dénonce pas seulement la vision cauchemardesque d'un monde en ruine (la traversée de Beyrouth en taxi est d'un réalisme fascinant), mais aussi le fond et le tréfonds de la haine et du ressentiment qui pourrissent la conscience humaine. Ces pages frémissantes, d'une écriture qui ne tremble pas devant la barbarie et l'atrocité, tiennent d'un terrible constat et d'une douloureuse réflexion sur l'humanité telle qu'elle est et telle qu'on voudrait qu'elle soit. «*Je parle du doute nécessaire, de l'importance du peut-être.*»

Le narrateur retrouvera Elias, mais ne le rencontrera pas, celui qui ne voulut pas choisir entre les communautés druze ou chrétienne, «*Elias le pacifiste*», s'est trouvé déplacé. Par l'intermédiaire de la petite Mona, qui fait ses commissions, Denis recevra une lettre qui met un terme à la démarche. Il ne rapportera du Liban que le cadeau de la petite fille aux yeux mauves: une grenade, fruit du grenadier.

«*J'attends que tombent les premières neiges sur les crêtes du mont Barouk puis sur le village. Je sais que cela m'est nécessaire pour faire le lien avec la neige du jour des obsèques de mon père, pour boucler la boucle en quelque sorte.*»

Un récit qui dénonce la guerre, le fanatisme, l'obscurantisme, sans tomber dans le pathos manichéen. Une belle écriture aussi et surtout. Un beau livre.

Claude Kottelanne

1. Denis Langlois, *le Déplacé*, Éditions l'Aube, 16,50 euros. En vente à la Librairie du Monde libertaire.

Dites 33

La CNT, confédération anarcho-syndicaliste, lance une vaste souscription pour la réfection de ses locaux.

L'UNION régionale RP de la CNT nous le dit : « Le local de la Confédération nationale du travail, situé au 33, rue des Vignoles à Paris, est aujourd'hui menacé à défaut de réalisation de travaux d'entretien, de rénovation, impliquant de lourdes charges financières, cela dans le cadre d'une négociation avec la Mairie de Paris. Ce qui est en jeu, c'est le maintien à Paris d'un espace de luttes autogéré inscrivant son activité dans l'esprit des premières Bourses du travail tout en étant ouvert aux conditions du combat social de ce troisième millénaire. » Vous pouvez participer à cet effort selon diverses modalités qui sont détaillées sur le site Internet www.cnt-f.org

La rédaction

Appel à création du **Gapel**

Nul n'aime tourner à vide, agir en robot, c'est-à-dire faire des actes, se plier à des pensées qui sont inscrites dans des mécaniques auxquelles il ne participe pas.

Célestin Freinet

ON VOUDRAIT TOUS une société fondée sur les principes d'égalité, d'entraide et de liberté. Seulement, ces principes ne se décrètent pas le jour de nos 18 ans, ils s'apprennent, s'expérimentent, se pratiquent. Cette société ne peut donc se faire sans accompagner les enfants dans leurs apprentissages, leurs expérimentations, leurs pratiques. L'enfance doit être prise en compte aussi comme un âge de la vie à part entière, à vivre en tant que tel.

C'est dans cette idée que nous avons décidé de constituer le Groupe d'action pour une enfance en liberté. Le Gapel se veut complémentaire d'autres associations et organisations du mouvement d'éducation nouvelle qui, aussi diversifiées soient-elles sur les plans théoriques et pratiques, nous semblent travailler de manière constructive dans le même sens.

Nous considérons que le moyen le plus pertinent pour épauler les enfants dans leur construction est de leur donner la possibilité de se retrouver dans un lieu où ils pourraient vivre concrètement l'égalité, l'entraide et la

liberté. Le choix de notre association est d'agir pour la mise en place d'un lieu éducatif expérimental en région Centre. Ce lieu, qui prendra la forme d'une structure de loisirs, fonctionnera ouvertement selon les principes des pédagogies actives : participation active des enfants dans la gestion de la structure, éducation centrée sur l'action et le tâtonnement de l'enfant, bien-être et épanouissement de chacun.

Ce projet, en cours d'élaboration, a besoin de soutien ! Nous faisons le choix aujourd'hui de ne pas demander de subvention, en effet nous voulons croire en un financement solidaire. D'autres ont certainement tenté des expériences du même type ailleurs, nous acceptons donc les conseils sans modération. N'hésitez pas à nous contacter, même un petit mot d'encouragement fait toujours plaisir !

Lisa Ledoux et Guillaume Rey

gapel.asso@gmail.com
<http://gapel.asso-web.com>

Nouvelles liaisons de la Fédération

Un nouveau groupe de la Fédération narchiste est présent à **Brest** dans le Finistère (29). Vous pouvez le joindre par courriel à l'adresse brest@federation-anarchiste.org

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA :

relations-interieures@federation-anarchiste.org

Enfin, une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 106 groupes et liaisons de la FA : www.federation-anarchiste.org

Dernière parution des éditions du Monde libertaire

LE MIROIR DU MEXIQUE présente des textes qui, pour l'essentiel sont traduits d'un ouvrage paru en espagnol sous le titre *El Espejo de México*. Il aborde aussi bien les douleurs subies par la population que ses pratiques de solidarité et de rébellion, porteuses d'espoir.

On y perçoit les frémissements d'une civilisation basée sur la négation de la société marchande : la culture indigène. Partout présente dans les villages et les quartiers, dans les communautés zapatistes et Oaxaca, elle pratique la démocratie directe, les décisions au consensus, la communalité, qui renvoient les manœuvres partidaires dans les poubelles de l'Histoire.

L'ouvrage se termine par l'analyse du 2^e congrès de l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca (Appo), où s'affrontèrent visions verticale et horizontale de cet extraordinaire mouvement social. La magnifique intervention des jeunes libertaires de Vocal (Voix oaxéquènes construisant l'autonomie et la



liberté) illustre les espoirs en un « bouleversement social véritable et profond de notre société ».

Le Miroir du Mexique est vendu à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 12 €.



Jeudi 27 septembre

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste. Stopper le nucléaire civil ou militaire, avant de crever irradié.

Jeudi Noir (19 h 30) Jeudi noir se concentre sur l'œuvre d'un écrivain anglais, John King dont les romans décrivent avec empathie le peuple anglais: hooligans, punks, skinheads, infirmières, anciens combattants, prisonniers. Joie de vivre, violence stérile, alcool, musique, valeurs morales et politiques, sexe...

Vendredi 28 septembre

Les oreilles libres (14 h 30) Le 18 juin dernier sortait le coffret triple CD *the lost tapes* du groupe allemand de krautrock: Can.

Samedi 29 septembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 30 septembre

Restons éveillés! (Minuit) Libre antenne.

Lundi 1er octobre

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Trous noirs (16 heures) Sinéversaire. Une année de *Siné mensuel* évoquée par Étienne, le débaptiseur de rues, Yannis, le partisan de la Grèce générale, et agrémentée par la guitare de Cyril Gontier.

Mardi 2 octobre

Artracaille (11 heures) On fera ripaille sur le thème: Brûlé jusqu'à l'os, avec des extraits de *Écrits sur l'art*, de René Crevel (1900-1935), dadaïste puis surréaliste.

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier, Croatie: Solana, Igor et Eugène évoquent les actions et les propositions du Masa (réseau anarcho-syndicaliste), notamment dans la grande ville portuaire de Rijeka.

Pas de quartiers... (18 heures). L'émission du groupe Louise Michel donnera la parole à Laure et Jean-Paul, militants CGT de l'ITF à Brest. Il sera question des problèmes sociaux et écologiques que posent les navires battant pavillon de complaisance, ces agents sans scrupules d'une mondialisation néolibérale plus que décomplexée. Tous à vos transistors étanches.

Mercredi 3 octobre

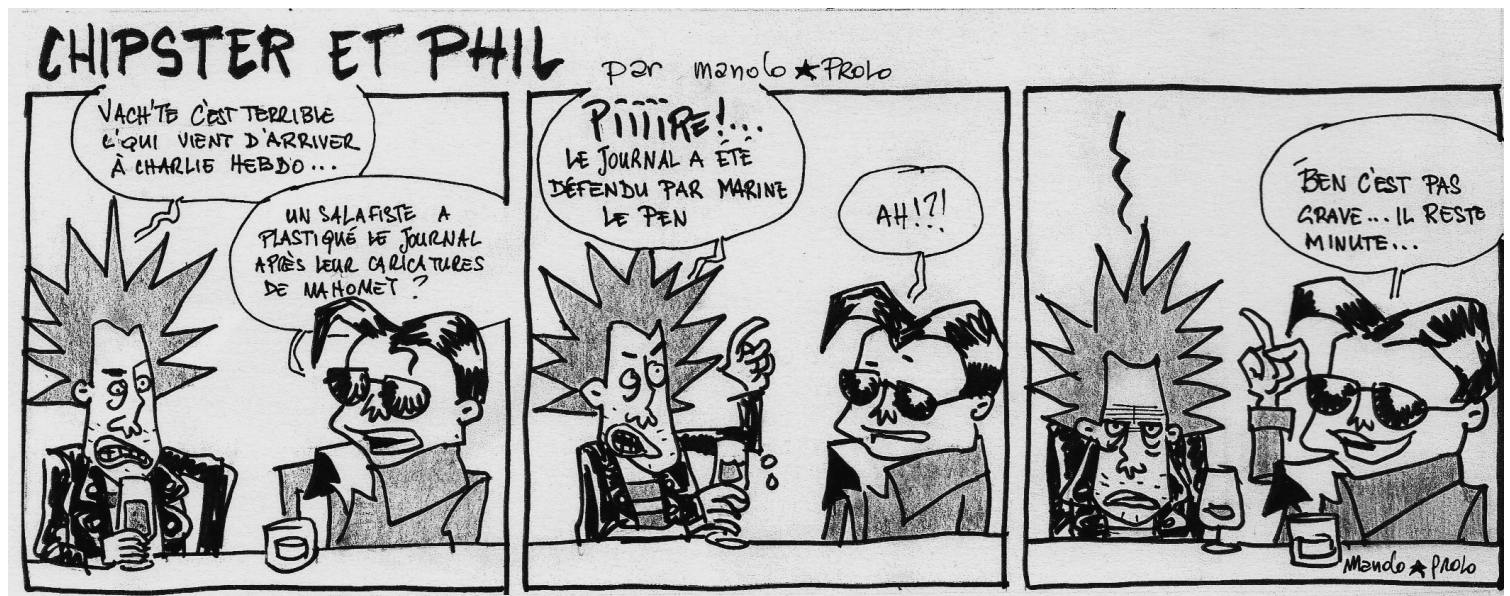
Blues en liberté (10 h 30). Etta James, jazz ou soul mais toujours blues!

Femmes libres (18 h 30).

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 4 octobre

(20 h 30) Jazzlib Rendez-vous sur le jazz (le 1er jeudi du mois). L'actualité du disque et des concerts, sans oublier des invités.



À partir du 21 septembre

Paris VIII^e

Anne van der Linden est la vedette d'une expo de peintures intitulée *Amour vache*. Galerie Les singuliers, 138, bd Haussmann.

6 et 7 octobre

Cuisery 71

5^e Salon du livre libertaire
Samedi: 17 heures: ouverture. 18 heures: Jean-Pierre Levaray. Débat sur les risques industriels, le salariat. Restauration sur place. 21 heures: Invité surprise, puis, Fred Alpi (chanson française).
Dimanche: 10 heures: ouverture. 12 heures: apéritif musical avec Michel Chevalier. Restauration sur place. 14 heures: Juanito Marcos et Yves Meunier: la révolution espagnole (quels enseignements utiles pour un futur libertaire?) 16 heures: Claire Auzias, le génocide tzigane. À la Maison du temps libre Yves-Uni.

Jusqu'au 13 octobre

Paris I^{er}

Exposition: John Cage, un hommage à ce poète, peintre, ramasseur de champignons... Médiathèque musicale de Paris. Forum des halles. 8, porte Saint-Eustache. Métro: Les Halles. Entrée libre. (Jeudi 27 septembre à 18h30, hommage à John Cage par l'Ensemble intertemporel).

Jusqu'au 31 octobre...

Paris V^e

Exposition: Meckert-Amila, de la Blanche à la Série noire. Jean Meckert est l'une des figures majeures du roman noir français. Du mardi au vendredi: 14 heures-18 heures, le samedi: 10 heures-17 heures. Bilipo, 48, rue Cardinal - Lemoine. RER B, stations Saint-Michel et Luxembourg. Entrée libre.

Jeudi 27 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection-débat: «Squat, la ville est à nous», 94 min, organisé par la CNT 25. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Chelles (77)

20 heures. L'Union locale CNT Chelles & MLV organise une projection du film de Philippe Clatot suivie d'un débat en présence d'un syndicaliste de PSA Aulnay. Un documentaire, financé par une souscription lancée auprès des ex-salariés de l'usine Continental à Claroix, retrace l'aventure humaine et collective des «Conti». Cinéma Le Cosmos, 22, avenue de la Résistance. Entrée: 5 euros. Accès: transilien P. RER E Chelles-Gournay. Contact: onafaimcnt.blogspot.fr

Vendredi 28 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection débat: *Vu d'en bas: des Tunisiens de Lampedusa à Paris*, 71 min, organisé par le Scalp Bezak. À la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz. Entrée libre.

Paris XI^e

19h30: Soirée vidéo: *Paroles ouvrières, paroles de Wonder*. Un documentaire de Richard Copans (1996). La projection sera suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o Filles-du-Calvaire, Oberkampf, République.

Samedi 29 septembre

Merlieux (02)

À 19 heures, dans le cadre de la Fête du Livre, le groupe Kropotkine organise un repas anar concocté par l'écrivain maître queux Benoist Rey, qui dédicacera ses *Mémoires incomplètes* parues en coffret aux Éditions libertaires. Ce bourguignon à prix modique sera suivi d'un concert gratuit du trio jazz Pascal Bréchet. Buvette. Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Inscription au 0323801709.

Paris XI^e

16h30: Rencontre-débat avec Clément Magnier pour son livre *Cipriano Mera Sanz. 1897-1975: de la guerre à l'exil*. L'utopie est-elle contrainte d'embrasser les méthodes de ses ennemis pour vaincre? Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Paris XVIII^e

L'ancienne équipe de La Rue fermera définitivement les portes de la bibliothèque à la fin de l'année, mais espère qu'une autre équipe se mobilisera pour que ce bel endroit puisse continuer à vivre. Si vous voulez nous rencontrer ou nous rendre des livres, merci de passer le dernier samedi de chaque mois de 15h30 à 18 heures, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Arcueil (94)

Festival Femmes en résistance les samedi et dimanche. *10 ans: nos luttes changent la vie entière!* Espace Jean-Vilar. 1, rue Paul-Signac. RER B Arcueil-Cachan.

Dimanche 30 septembre

Merlieux (02)

De 10 à 18 heures, dans le cadre de la Fête du livre, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste tiendra une table de presse et une buvette au 8, rue de Fouquerolles.

Besançon (25)

À partir de 12h30: repas végétalien organisé par le Resto trottoir. Repas mensuel gratuit non exclusif avec sa zone de gratuité, son infokiosque et ses rencontres. Démonstration de capoeira. King's Queer en concert. Place Marulaz.

Mardi 2 octobre

Villeparisis (77)

18h30. Journée mondiale de la non-violence. Le MAN agit en Seine-et-Marne! Action d'information et de sensibilisation sur le thème de la paix et de la non-violence à l'entrée de l'hypermarché Leclerc, 20-22, avenue Roger-Salengro à Villeparisis. nonviolence.fr

Claudio Albertani

LE MIROIR DU MEXIQUE

chroniques de
barbarie et de
résistance

LES ÉDITIONS DU
MONDE LIBERTAIRE

